

[2 CONFIDENTIAL]

EL/WG APR 2009

9 strictly Confidential

M.B. 21 Dec. 2011

UNARCHIVES

SERIES S-1120BOX 50FILE 4ACC. 1998/0278



27 December 1995

NOTE TO THE SRSG

1. SRSG's interview on Radio UNAMIR

Attached is the corrected text of the interview. After your final approval, it will be reproduced and widely distributed.

2. Implementation of Practical Strategies for New Mandate

A meeting is to be convened on Wednesday 3 January 1996 with UNHCR, HRFOR, UNDP and UNAMIR to discuss the proposal on the joint teams to deal with the refugee issue. If you confirm that date a note will be drafted for your signature inviting the heads of the above-mentioned organizations to the meeting.

3. Written interview for RENAISSANCE, a new monthly Rwandese magazine

On 13 December 1995 you mentioned that you were not inclined at that stage to grant the interview. Do you still want the matter to be kept aside?

4. Visas

As Mr. W. Clive mentioned to you earlier today, his offices are having difficulties regarding the delay in the visa issuance.

I suggest that UNAMIR's Protocol handle this task, having in mind that everybody in the OSRNG can help to facilitate the work, thanks to personal contacts both at the Ministries of Foreign Affairs and of Interior.

Note: About 20 visas were obtained on two occasions in the last days, thanks to Mr. Rutimirwa's personal contacts.

5. Special Assignments

In the last Senior Staff meeting, you developed some issues which required follow-up by the Officers below:

(a) Mr. Dao to draft a letter for your signature to Minister Bihozagara regarding the repairs at the Amahoro Stadium.

(b) Diallo to be in contact with MOVCON for an aircraft for Justice Goldstone (done).

(c) Diallo to work with the FC's Office for the SRSB to pay visits to departing contingents (Acting FC aware of this).

(d) Mr. Diego and Mr. Javed to draft a letter for your signature addressed to President Bizimungu on the occasion of the New Year, with mention of both the Government and UNAMIR achievements in 1995.

(e) Mr. Dao and Mr. Joe Lombardo to keep you informed on the work of the sub-commissions and the status of the housing project.

(f) Each of us to give you before mid-January written proposals on post-UNAMIR arrangements, following the mandate expiry on 8 March 1996.

6. Alex I. Rutimira, UNV

Forgive me to come back to the issue of the above UNV's contract, which expires practically by this Saturday. I request that you intervene to have this Information Officer's contract extended to 31 March 1996. As I mentioned in an earlier memorandum for your signature, which was addressed to the CAO, Mr. Rutimira is a valuable assistant to the Spokesman, with an excellent performance in all the tasks handled by this Office. Time is running out and your instructions on the matter will be appreciated.


Ismaël A. Diallo



UNAMIR - MINUAR

UNAMIR
1995 DEC 26 P 6: 20
OUTGOING FAX NO. - 7005
MIR NO.
MISC NO.

PAGE 1 OF 16

26 décembre 1995

A:	M. CHEIKH GAYE DIRECTEUR, BUREAU DE LIAISON DE LA MINUAR KINSHASA, ZAIRE	DE:	ISMAEL A. DIALLO DIRECTEUR EXECUTIF i.a et PORTE-PAROLE, MINUAR KIGALI
FAX NO:	212-376-9466 ✓	PHONE:	212-963-3582
		FAX NO:	212-963-3090
OBJET:	SOMA		

MISC - 4113

Veuillez trouver en annexe l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République Rwandaise sur le Statut de la Mission.

Je vous en souhaite bonne réception et vous renouvelle mes amitiés.

UNAMIR
1995 DEC 26 P 6: 24

MR. ISMAEL A. DIALLO

COPY OF ORIGINAL

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE SUR LE STATUT DE LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

I. DEFINITIONS

1. Les définitions ci-après s'appliquent aux fins du présent Accord :

a) Le sigle "MINUAR" désigne la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda créée en application de la résolution 872 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 5 octobre 1993, et investie du mandat énoncé dans ladite résolution, sur la base des recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général sur le Rwanda en date du 24 septembre 1993 (S/26488). La MINUAR comprendra:

- i) Le "Représentant spécial" désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Si ce n'est au paragraphe 24 ci-après, toute mention du Représentant spécial dans le présent Accord englobera chacun des membres de la MINUAR auxquels le Représentant spécial aura pu déléguer une fonction ou un pouvoir déterminés;
- ii) Un "élément civil" constitué de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et d'autres personnes chargées par le Secrétaire général d'assister le Représentant spécial ou mises à la disposition de la MINUAR par les Etats participants;
- iii) Un "élément militaire" constitué de personnel militaire et de personnel civil mis à la disposition de la MINUAR par les Etats participants;

b) Les mots "membres de la MINUAR" désignent l'un quelconque des membres de l'élément civil ou de l'élément militaire, à l'exclusion, sauf stipulation contraire, du personnel recruté localement;

c) Les mots "Etat participant" désignent l'un quelconque des Etats mettant du personnel à la disposition de tel ou tel des éléments susvisés de la MINUAR;

d) Les mots "le Gouvernement" désignent le Gouvernement de la République Rwandaise;

(P2)

- 2 -

e) Les mots "le territoire" désigne le territoire de la République Rwandaise;

f) Le mot "Convention" désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946.

II. APPLICATION DU PRESENT ACCORD

2. Sauf stipulation contraire, les dispositions du présent Accord et toute obligation contractée par le Gouvernement ou tous privilèges, immunités, facilités ou concessions accordés à la MINUAR ou à l'un quelconque de ses membres s'étendent sur tout le territoire.

III. APPLICATION DE LA CONVENTION

3. La MINUAR et ses membres, ainsi que ses biens, fonds et avoirs, jouissent des privilèges et immunités énoncés dans le présent Accord ainsi que de ceux prévus dans la Convention, à laquelle le Rwanda est partie.

4. L'article II de la Convention, qui s'applique à la MINUAR, s'applique également aux biens, fonds et avoirs des Etats participants utilisés dans le cadre de la Mission.

IV. STATUT DE LA MINUAR

5. La MINUAR et ses membres sont tenus de s'abstenir de tous actes ou activités incompatibles avec le caractère impartial et international de leurs fonctions ou contraires à l'esprit du présent Accord. Ils observeront intégralement les lois et règlements du pays. Le Représentant spécial prendra toutes les dispositions voulues pour assurer le respect de ces obligations.

6. Le Gouvernement respectera le statut exclusivement international de la MINUAR et veillera à ce que les mesures voulues soient prises pour assurer la sécurité de la Mission et du personnel y participant.

7. Sans préjudice du mandat de la MINUAR et de son statut international :

a) L'Organisation des Nations Unies veillera à ce que la MINUAR mène ses opérations au Rwanda dans le respect le plus strict des principes et de l'esprit présidant aux conventions générales applicables à la conduite du personnel militaire. Les instruments

(P3)

- 3 -

visés comprennent les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels s'y rapportant, en date du 8 juin 1977, ainsi que la Convention de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, du 14 mai 1954;

b) Le Gouvernement s'engage à traiter en tous temps le personnel militaire de la MINUAR dans le respect le plus strict des principes et de l'esprit présidant aux conventions générales applicables au traitement du personnel militaire. Les instruments visés comprennent les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels s'y rapportant, en date du 8 juin 1977.

La MINUAR et le Gouvernement veilleront en conséquence à ce que les membres de leurs personnels militaires respectifs soient dûment sensibilisés aux principes et à l'esprit des instruments internationaux considérés.

Drapeau des Nations Unies et identification des véhicules

8. Le Gouvernement reconnaît à la MINUAR le droit d'arborer à l'intérieur du Rwanda le drapeau des Nations Unies sur les lieux de son quartier général et de ses camps ou autres installations, ainsi que sur ses véhicules, navires, etc., conformément à la décision du Représentant spécial. Tous autres drapeaux ou fanions ne peuvent être arborés qu'à titre exceptionnel. Dans une telle éventualité, la MINUAR examinera avec bienveillance les observations ou demandes du Gouvernement.

9. Les véhicules, navires et aéronefs de la MINUAR portent une marque d'identification distinctive des Nations Unies, dont il est donné notification au Gouvernement.

Communications

10. En matière de communications, la MINUAR bénéficie des facilités prévues à l'article III de la Convention et, en coordination avec le Gouvernement, en fait usage dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de sa tâche. Les questions qui pourraient se poser en matière de communications et qui ne seraient pas expressément prévues dans le présent Accord seront traitées conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

11. Sous réserve des dispositions du paragraphe 10 :

a) La MINUAR est habilitée à installer et exploiter des stations émettrices ou réceptrices de radio et des systèmes de communication par satellites afin de relier les points voulus dans le territoire tant entre eux qu'avec les bureaux des Nations Unies

(P4)

- 4 -

dans d'autres pays, ainsi que de faire usage du réseau mondial de télécommunications des Nations Unies. Les services de télécommunications sont exploités conformément à la Convention internationale des télécommunications et du Règlement des radiocommunications, et les fréquences utilisées pour l'exploitation des stations doivent être fixées en coopération avec le Gouvernement et portées à la connaissance du Comité international d'enregistrement des fréquences par l'Organisation des Nations Unies;

b) La MINUAR bénéficie, sur le territoire, du droit illimité de communiquer par radio (transmissions par satellites, radiotéléphones mobiles et postes portatifs inclus), téléphone, télégraphe, télécopieur ou tout autre moyen, et d'établir les facilités nécessaires pour assurer les communications considérées à l'intérieur de ses installations et entre elles, y compris la pose de câbles et de lignes terrestres et l'installation d'émetteurs, de récepteurs et de répéteurs du service fixe et du service mobile. Les fréquences radio utilisées doivent être fixées en coopération avec le Gouvernement. Il est entendu que l'interconnexion avec les réseaux locaux de télégraphie, de télex et de téléphone ne peut être établie qu'après consultation avec le Gouvernement et conformément aux arrangements pris avec lui, et que les tarifs d'utilisation desdits réseaux seront les plus favorables possible;

c) La MINUAR peut prendre les dispositions voulues pour faire assurer par ses propres moyens le tri et l'acheminement de la correspondance privée destinée à ses membres ou envoyée par eux. Le Gouvernement, qui doit être informé de la nature de ces dispositions, n'entrave ni ne censure la correspondance de la Mission ou de ses membres. Au cas où les dispositions postales prises pour la correspondance privée des membres de la Mission s'étendraient à des transferts de fonds ou à l'expédition de paquets et colis, les conditions régissant ces opérations seront fixées en accord avec le Gouvernement.

Déplacements et transports

12. La MINUAR et ses membres, ainsi que ses véhicules, navires, aéronefs et matériels, jouissent de la liberté de mouvement sur tout le territoire. En ce qui concerne les mouvements importants de personnel, de matériel ou de véhicules qui transiteraient par les aéroports ou emprunteraient les voies ferrées ou les routes utilisées pour la circulation générale à l'intérieur du Rwanda, cette liberté sera coordonnée avec le Gouvernement. Le Gouvernement s'engage à fournir à la Mission, lorsqu'il y aura lieu, les cartes et autres éléments d'information, concernant

(P5)

- 5 -

notamment l'emplacement des champs de mines ainsi que les autres dangers et obstacles, qui pourront être utiles pour faciliter ses mouvements.

13. L'immatriculation et les certificats exigés par le Gouvernement ne le sont pas pour les véhicules de la MINUAR, y compris tous ses véhicules militaires, navires et aéronefs, étant entendu que ceux-ci doivent être couverts par l'assurance responsabilité civile requise par la législation applicable.

14. La MINUAR peut utiliser les routes, ponts, canaux et autres voies navigables, installations portuaires et aérodrômes sans acquitter de droits, de péages ni de taxes, y compris les droits de quai. Toutefois, elle ne réclamera pas l'exemption des droits qui correspondent en fait à la rémunération de services rendus.

Privilèges et immunités de la MINUAR

15. La MINUAR, en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies, bénéficie du statut, des privilèges et des immunités des Nations Unies conformément à la Convention. La disposition de l'article II de la Convention qui s'applique à la MINUAR s'applique aussi aux biens, fonds et avoirs des Etats participants utilisés à l'intérieur du Rwanda en ce qui concerne les contingents nationaux affectés à la Mission, comme prévu au paragraphe 4 du présent Accord. Le Gouvernement reconnaît en particulier à la Mission le droit :

a) D'importer, en franchise et sans restriction aucune, le matériel et les approvisionnements, fournitures et autres biens destinés à son usage exclusif et officiel ou à la revente dans les éconômats prévus ci-après;

b) De créer, entretenir et gérer, à son quartier général, dans ses camps et dans ses postes, des éconômats destinés à ses membres mais non au personnel recruté localement. Ces éconômats peuvent offrir des produits de consommation et autres articles précisés d'avance. Le Représentant spécial prend toutes mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation abusive de ces éconômats ainsi que la vente ou la revente des produits et articles en question à des tiers, et examine avec bienveillance les observations ou demandes du Gouvernement relatives au fonctionnement des éconômats;

c) De dédouaner, en franchise et sans restriction aucune, le matériel et les approvisionnements, fournitures et autres biens destinés à son usage exclusif et officiel ou à la revente dans les éconômats prévus ci-dessus;

(P6)

- 6 -

d) De réexporter ou de céder d'une autre manière le matériel, dans la mesure où il est encore utilisable, et les approvisionnements, fournitures et autres biens inutilisés ainsi importés ou dédouanés et non transférés ou cédés d'une autre manière, à des clauses et conditions préalablement convenues, aux autorités locales compétentes du Rwanda ou à une entité désignée par elles.

La MINUAR et le Gouvernement conviendront d'une procédure mutuellement satisfaisante, notamment en matière d'écritures, pour que les opérations d'importation, de dédouanement, de transfert ou d'exportation susvisées s'accomplissent dans les meilleurs délais.

V. FACILITÉS

Locaux requis pour les activités opérationnelles et administratives de la MINUAR et pour le logement de ses membres

16. Le Gouvernement fournira à la MINUAR, dans la mesure de ses possibilités, les emplacements destinés au quartier général, aux camps et autres locaux nécessaires pour la conduite des activités opérationnelles et administratives de la Mission et pour le logement de ses membres. Sans préjudice du fait qu'ils demeurent territoire rwandais, tous ces locaux seront inviolables et soumis à l'autorité et au contrôle exclusifs de l'Organisation des Nations Unies. Lorsque des troupes des Nations Unies partageront les quartiers du personnel militaire du pays hôte, un accès permanent, direct et immédiat à ces locaux sera garanti à la MINUAR.

17. Le Gouvernement s'engage à aider de son mieux la MINUAR à obtenir l'eau, l'électricité et les autres facilités nécessaires aux tarifs les plus favorables, et, en cas d'interruption ou de menaces d'interruption du service, à faire en sorte, dans toute la mesure du possible, que les besoins de la Mission se voient assigner le même rang de priorité que ceux des services gouvernementaux essentiels. La Mission s'acquittera des montants dus à ce titre, sur une base à déterminer en accord avec les autorités compétentes. La Mission sera responsable de l'entretien des facilités ainsi fournies.

18. La MINUAR a le droit, le cas échéant, de produire dans ses locaux ainsi que de transporter et de distribuer l'énergie électrique qui lui est nécessaire.

19. L'Organisation des Nations Unies est seule habilitée à autoriser des responsables gouvernementaux ou toute autre personne non membre de la MINUAR à pénétrer dans ces locaux.

(P7)

- 7 -

Approvisionnement, fournitures et services et arrangements sanitaires

20. Le Gouvernement s'engage à aider de son mieux la MINUAR à se procurer sur place le matériel et les approvisionnements, fournitures et autres biens et services nécessaires pour assurer sa subsistance et conduire ses opérations. Sur la base des observations faites et des informations fournies par le Gouvernement à cet égard, la Mission évitera que les achats effectués sur place aient un effet préjudiciable sur l'économie locale. Le Gouvernement exonérera de taxe à la vente tous les achats effectués sur place, à titre officiel, par la Mission.

21. La MINUAR et le Gouvernement collaboreront au fonctionnement des services sanitaires et se prêteront le concours le plus entier en matière d'hygiène et de santé, en particulier pour ce qui a trait à la lutte contre les maladies transmissibles, conformément aux dispositions des conventions internationales.

Recrutement de personnel local

22. La MINUAR peut recruter le personnel local dont elle a besoin. Si le Représentant spécial en fait la demande, le Gouvernement s'engage à faciliter le recrutement par la Mission d'agents locaux qualifiés et à en accélérer le processus.

Monnaie

23. Le Gouvernement s'engage à mettre à la disposition de la MINUAR, contre remboursement en une devise mutuellement acceptable, les sommes en francs rwandais qui lui seront nécessaires, notamment pour payer la solde de ses membres, le taux de change le plus favorable à la Mission étant retenu à cet effet.

VI. STATUT DES MEMBRES DE LA MINUAR -Privilèges et immunités

24. Le Représentant spécial, le commandant de la Force de l'élément militaire de la MINUAR, le commissaire de police commandant l'unité de police civile des Nations Unies, et ceux des collaborateurs de haut rang du Représentant spécial dont il peut être convenu avec le Gouvernement jouissent du statut spécifié dans les sections 19 et 27 de la Convention, dans la mesure où les privilèges et immunités visés sont ceux que le droit international reconnaît aux envoyés diplomatiques.

25. Les autres membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies qui sont affectés à l'élément civil mis au service de la MINUAR demeurent des fonctionnaires des Nations Unies jouissant

PS

b) Des dispositions du paragraphe 50, qui resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été statué sur toutes les réclamations dont l'objet est antérieur à l'expiration du présent Accord et qui auront été soumises avant ladite expiration ou dans les trois mois suivant celle-ci.

Fait à New York le 5 novembre 1993, en double exemplaire établi en langue française.

Pour l'Organisation des
Nations Unies:

Pour le Gouvernement
de la République
Rwandaise:

S. Iqbal Riza
Sous-Secrétaire général aux
opérations de maintien de la
paix

M. Jean Damascène Bizimana
Ambassadeur Extraordinaire
et Plénipotentiaire
Représentant permanent auprès
de l'Organisation des
Nations Unies

P14



Kigali, 23 December 1995

My Dear Claude,

I enclose copy of a self-explanatory letter addressed by Ambassador Mahmoud Kassem, Chairman of the International Commission of Inquiry, to the Foreign Minister Anastase Gasana. You will see that letter expresses some disappointment at the Commission not being able to receive the information it had sought.

I hope the Ministry of Defence will be able to cooperate with the Commission in the future.

With every good wish

Yours sincerely

Shaharyar M. Khan
Special Representative
of the Secretary-General

Mr. Claude Dusaidi
Political Adviser
Minister of Defence
Kigali (Rwanda)



Kigali, 22 December 1995

Mr. Minister,

I am writing to you in my capacity as the Chairman of the International Commission of Enquiry set up in accordance with Security Council resolution 1013 (1995) of 7 December 1995, Commission whose mandate is to receive information and investigate allegations on the supply of arms to the former Rwanda Government forces, in contravention of the arms embargo imposed by the United Nations Organisation. By this letter, I wish to seek from your Government some information that could, in my view, be useful to us.

As you know, the Security Council, through resolution 918 (1994) of 17 May 1994, imposed an embargo on supply of arms to Rwanda. Through resolution 997 (1995) of 9 June 1995, the Council affirmed that the embargo applied as well to the sale and supply of arms and matériel to "persons in the States neighbouring Rwanda, if that sale or supply is for the purpose of the use of such arms and matériel within Rwanda" - that is, for use by the former Rwanda Government forces; the same restriction was confirmed by resolution 1011 (1995).

Following some information from various sources to the effect that arms were being or had been supplied to the former Rwanda Government forces in violation of the embargo, the Council requested the Secretary-General, through resolution 1013 (1995), to set up urgently an international commission of enquiry and requested States to collect information available to them concerning the issues raised in the mandate of the Commission and to communicate such information as soon as possible. The Council further requested the Secretary-General to present, within three months after the setting up of the Commission, a report on the preliminary conclusions of this Commission. In that respect, the Commission plans to submit its report to the Secretary-General towards mid-January 1996.

You will remember in that connection that the Permanent Representative of Rwanda to the United Nations, Mr. Manzi Bakuramutsa, sent on 5 July 1995 a letter to the President of the Security Council (document S/1995/547 of the Security Council), concerning the training of and arms supply to the militias and soldiers of the former régime in neighbouring countries. In his letter, Mr. Bakuramutsa indicated that the authors of genocide continued to rearm themselves with impunity. He cited as proof reports of

H.E. The Minister for Foreign Affairs,
Kigali
Rwanda

Human Rights Watch, an American non-governmental organisation, as well as other reports by Amnesty International and BBC.

The International Commission of Enquiry took note of those reports and pursues its work taking into account elements that feature therein and, at the same time, other data collected on its own initiative.

During my visit to Rwanda on 9 November, I met the Vice-President and Minister of Defence, General Paul Kagame, whom I requested to allow the members of the Commission to get in touch with the Rwanda Army intelligence officers, so as to obtain information that is of interest to the Commission. General Kagame having granted my request, two members of the Commission, namely Inspector Hanssens and Col. Mutanda, met some Rwandese authorities and tried to have new talks on the issue.

Unfortunately, the information so far received by the two members of the Commission is not of much use to us. During their visit, the two members had difficulties to obtain appointments with the intelligence officers they were in contact with. Since the International Commission has a deadline to meet and very limited human resources at its disposal, I request your Government to kindly convey to the Commission, as soon as possible, all information available on sales and supplies of arms to the former Rwanda Government forces, which sales and supplies would have been done in contravention of relevant Security Council resolutions, together with similar information on the training given to the same forces with the aim of destabilising Rwanda.

You could reach us at the following address:

Ambassador Mahmoud Kassem
Chairman of the International
Commission of Enquiry on Rwanda,
United Nations Organisation
Gigiri, P.O. Box 30552
Nairobi, Kenya
Tel: 254-2-6223-17
Fax: 254-2-622935/622668

The Commission can also be contacted through the Department of Peace-Keeping Operations of the United Nations Organisation, United Nations Headquarters, New York. Thank you for your cooperation.

Please accept the assurances of my highest consideration.

Mahmoud Kassem
Chairman
International Commission of Enquiry



RECEIVED

21 DEC 1995

OFFICE OF THE SRSG
UNAMIR

ICOI RWANDA - CIDE RWANDA
NAIROBI, KENYA

UNAMIR

1995 DEC 21 A 10: 20

ICOI # 2030

FACSIMILE TRANSMISSION SHEET

Date: 20 December 1995

To: Ambassador Shaharyar M. Khan Special Representative of the Secretary-General UNAMIR Kigali, Rwanda	From: Mahmoud Kassem (Amb) Chairman International Commission of Inquiry (Rwanda) at Nairobi
Fax: 212-963-3090/250-86877	Fax: (254-2) 62.29.35/ 62.26.68 Tel.: (254-2) 62.23.17/ 62.24.92
Pages (including this page): 4	

Please be advised that I have sent today the attached letter to the Minister for Foreign Affairs of Rwanda.

Pl. speak after you
have studied this paper.
Shaharyar Khan
21-12
ED. (H.D.M./6)

Reçu le 20 DEC. 1995

SRSG



20 December 1995

Monsieur le Ministre,

Je vous écris en ma qualité de Président de la Commission internationale d'enquête créée en application de la résolution 1013 (1995) du Conseil de sécurité en date du 7 septembre 1995 et ayant pour mandat de recueillir des renseignements et d'enquêter sur les informations faisant état du réarmement des anciennes forces gouvernementales rwandaises, en violation de l'embargo sur les armes décrété par l'Organisation des Nations Unies. Je viens, par la présente, solliciter de votre Gouvernement des informations qui, de mon avis, nous seraient utiles.

Comme vous le savez, le Conseil de sécurité, par sa résolution 918 (1994) du 17 mai 1994, a décrété un embargo sur les armes à destination du Rwanda. Par sa résolution 997 (1995) du 9 juin 1995, le Conseil a affirmé que l'embargo s'appliquait à la vente ou à la fourniture d'armes et de matériel à "des personnes se trouvant dans des Etats voisins si l'objet de cette transaction est l'utilisation au Rwanda", c'est-à-dire les anciennes forces gouvernementales rwandaises, interdiction confirmée par la résolution 1011 (1995).

A la suite d'informations émanant de diverses sources et selon lesquelles des armes étaient ou avaient été livrées aux anciennes forces gouvernementales rwandaises en violation de l'embargo, le Conseil, par sa résolution 1013 (1995), a demandé au Secrétaire général d'établir d'urgence une commission internationale d'enquête et a demandé aux Etats de rassembler les informations dont ils disposent concernant les questions relevant du mandat de la Commission et de communiquer ces informations dès que possible. Le Conseil a en outre prié le

Son Excellence
Monsieur le Ministre des
affaires étrangères
KIGALI
Rwanda

Secrétaire général de présenter, dans les trois mois suivant la création de la Commission, un rapport sur les premières conclusions de celle-ci. A cet égard, la Commission a l'intention de faire rapport au Secrétaire général vers la mi-janvier 1996.

Vous vous rappellerez à cet égard que le Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Manzi Bakuramutsa, a adressé une lettre au Président du Conseil de sécurité (document S/1995/547 du Conseil de sécurité), le 5 juillet 1995, au sujet de l'entraînement et du réarmement des miliciens et des soldats de l'ancien régime rwandais dans des pays voisins. Dans sa lettre, M. Bakuramutsa indiquait que les auteurs du génocide continuaient de se réarmer en toute impunité. Il citait, à l'appui de ses dires, des rapports de Human Rights Watch, une organisation non gouvernementale américaine, d'Amnesty International et de la BBC.

La Commission internationale d'enquête a eu connaissance de ces rapports et poursuit ses travaux en tenant compte à la fois des éléments qui y figurent et des renseignements qu'elle recueille de sa propre initiative.

Au cours de la visite que j'ai effectuée au Rwanda le 9 novembre dernier, j'ai rencontré le Vice-président et Ministre de la défense, le général Paul Kagame, à qui j'ai demandé de bien vouloir accepter que des membres de la Commission se mettent en rapport avec des officiers de renseignement de l'armée rwandaise pour obtenir des informations intéressant la Commission. Le général Kagame ayant donné suite à ma demande, deux membres de la Commission, l'Inspecteur Hanssens et le Colonel Mutanda, ont rencontré des membres des autorités rwandaises et ont essayé d'avoir de nouveaux entretiens sur la question.

Malheureusement, les renseignements qu'ils ont recueillis jusqu'à présent ne nous sont pas d'une grande utilité. Au cours de leur visite, les deux membres de la Commission ont eu du mal à obtenir des rendez-vous avec les officiers de renseignement avec lesquels ils étaient en contact. La Commission internationale disposant d'un délai et de ressources humaines très limités, je me permets de demander à votre Gouvernement de bien vouloir transmettre à la Commission, dès qu'il lui sera possible, toute information dont il pourrait disposer au sujet des ventes et fournitures d'armes aux anciennes forces gouvernementales du Rwanda qui auraient été effectuées en

violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'entraînement qui serait dispensé à ces forces en vue de déstabiliser le Rwanda.

Vous pourriez nous les faire parvenir à l'adresse suivante:

Ambassadeur Mahmoud Kassem
Président de la Commission internationale
d'enquête sur le Rwanda
Organisation des Nations Unies
Gigiri, P.O. Box 30552
Nairobi (Kenya)

(Téléphone : (254 2) 62 23 17; télécopie :
(254 2) 62 29 35 ou (254 2) 62 26 68).

La Commission peut également être contactée par l'intermédiaire du Département des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, au Siège de l'Organisation, à New York.

Je vous remercie de votre coopération.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Président de la Commission internationale
d'enquête



Mahmoud Kassem



23 December 1995

TO WHOM IT MAY CONCERN

This is to certify that the bearer of this note, Ms. Else ROSLAND, is a nurse with UNAMIR, leaving the country for her home in Norway.

Her passport was submitted to the Ministry of Internal Affairs on 28 November 1995 for visa extension and as a proof a visa fee receipt is in her possession.

Given that the delay in obtaining the required visa was not through her fault, UNAMIR requests that she be given all assistance to travel home without any problem.



Ismael A. Biallo
Executive Director a.i

OFFICE OF THE UNITED NATIONS SECURITY CO-ORDINATOR

UNAMIR
1995 DEC 23 A 7:19

UNSECOORD

Page 1 of 1

TO: ALL DESIGNATED OFFICIALS

FAX NO:

FROM:

for Benon V. Sevan *Benon Sevan*
United Nations Security Co-ordinator

FAX NOS:

1-212-963-4104
1-212-963-3755

DATE:

23 December 1995

SUBJECT:

SEASON'S GREETINGS

On behalf of the UNSECOORD team, I wish all of you a Merry Christmas and a Happy New Year. I would also take the opportunity to thank you all for your cooperation and I look forward to working with you in 1996.

SRSG FC CAD USS CSO CCPO protocol
UNAMIR spokesman

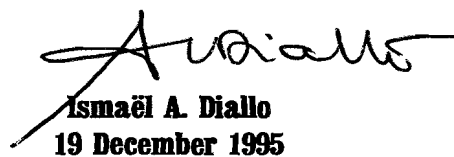


NOTE TO THE SRSG

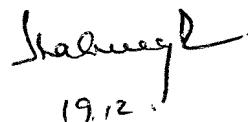
Subject: Vehicles for CHAD

I have informed Mrs. Florence Barrillon-Pomes, Senior Political Affairs Officer, DPA, UNHQ in New York, that our records at UNAMIR indicate that the vehicles belong to Chad, whose Government is exploring the possibility of taking them back by air.

'A' } Florence informed me that Mr. Kouyaté is of the view that the Government of Chad expects UNAMIR to take care of transporting the vehicles from Rwanda to N'Djamena.


Ismaël A. Diallo
19 December 1995

Re 'A'. This is the normal procedure.


19.12.

ED

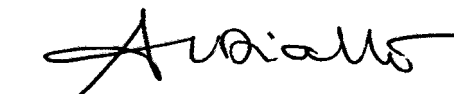


NOTE TO THE SRSG

Subject: Vehicles for CHAD

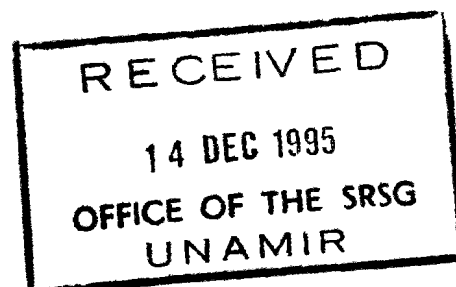
I have informed Mrs. Florence Barrillon-Pomes, Senior Political Affairs Officer, DPA, UNHQ in New York, that our records at UNAMIR indicate that the vehicles belong to Chad, whose Government is exploring the possibility of taking them back by air.

Florence informed me that Mr. Kouyaté is of the view that the Government of Chad expects UNAMIR to take care of transporting the vehicles from Rwanda to N'Djamena.


Ismaël A. Diallo
19 December 1995



NOTE TO THE SRSG



Subject: Vehicles for CHAD

Mrs. Florence Barrillon-Pomes, Senior Political Affairs Officer at DPA, UNHQ, New York inquired about the status of the above. She mentioned that during a conversation between Mr. Kouyaté and the French Ambassador, the latter specified that these vehicles are property of France.

Florence will very much appreciate it if UNAMIR can clarify the matter and let her be informed.

Please inform Mme Barrillon-Pomes that our records indicate that 100 vehicles belong to Chad. The gov. I could not find for the vehicles to be returned and we are doing so.

Scabney
15-12

Mr Diallo

Ismaël A. Diallo
13 December 1995

cc: Col. Bill Fletcher

show?

DFC

Presumably France gave the vehicles to Chad. What do our books

show?
There are a total of 1818 vehs still in Kigali.
SRSG (thru DFC) 14-12

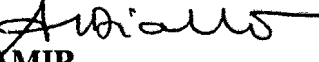
Our records indicate the vehicles belong to CHAD. Vehicles are held in Kigali. We were advised last week that CHAD was exploring the possibility of moving the vehicles by air. Subsequently, the question of ownership (France/Chad) surfaced. Awaiting direction from UNNY.

DFC SP
14 Dec 95



TO: Amb. Shaharyar M. Khan
SRSG

DATE: 18 December 1995

FROM: Ismaël A. Diallo 
Spokesman, UNAMIR

SUBJECT: Implementation of Practical Strategies for New Mandate

I wish to refer to your annotations in the margin of my memorandum of 13 December 1995 concerning the meeting with UNHCR, HRFOR and UNDP to discuss the proposal on the joint teams.

The meeting could be convened for Thursday 21 December this week or after the holidays on Wednesday 3 January 1996. The time and venue of the meeting will be decided when you determine the date preferred.

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORKUNAMIR
1995 DEC 16 A 7:18

REFERENCE

FAX TRANSMISSION	
TO: MR. ISMAEL DIALLO SPOKESMAN, UNAMIR 15 DECEMBER 1995	FROM: FRED ECKHARD DEPARTMENT OF PEACE- KEEPING OPERATIONS UNITED NATIONS NY, NY 10017
FAX: x-32670 33090	FAX: (212) 963-6460
OF 1	TEL: (212) 963-3756
SUBJECT: TRANSFER TO DEPARTMENT OF PEACE-KEEPING OPERATIONS	

It's now official, as of 1 December:

16 DEC 1995

Fred Eckhard
Department of Peace-keeping Operations
United Nations
Room S-3720E

Phone: (212) 963-3756 (963-DPKO)
Fax: (212) 963-6460

Stay in touch!



UNAMIR
MINUAR

OUTGOING FAX NO.
MIR NO.
MISC NO.

1995 DEC 15 P 4: 59
- 687/5
- 4243

SPOKESMAN

UNAMIR
PAGE 1 OF 2
1995 DEC 15 P 5: 07

15 décembre 1995

A:	MME FLORENCE BARRILLON-POMES SPECIALISTE DES QUESTIONS POLITIQUES (HORS CLASSE) DIVISION AFRIQUE II DEPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES	DE:	ISMAEL A. DIALLO PORTE-PAROLE, MINUAR KIGALI
FAX NO:	1-212-963-4037	PHONE:	212-963-3582
		FAX NO:	212-963-3090
OBJET: <u>VEHICULES POUR LE TCHAD</u>			

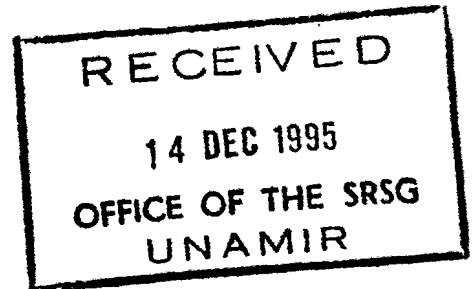
1. Les documents de la MINUAR concernant lesdits véhicules attestent que ceux-ci, au nombre actuel de dix-huit (18) appartiennent au Tchad.
- ✓ 2. Le Tchad fait part de son intention de les acheminer dans ce pays par voie aérienne.
- ✓ 3. Si les écritures manuscrites sur la note ci-jointe sont lisibles, vous y trouverez les mots afférents à la question de l'Ambassadeur Khan et du bureau militaire qui s'occupe de cette affaire.
4. Avec mes hommages.

Shawcross ✓



7/2

NOTE TO THE SRSG



Subject: Vehicles for CHAD

Mrs. Florence Barrillon-Pomes, Senior Political Affairs Officer at DPA, UNHQ, New York inquired about the status of the above. She mentioned that during a conversation between Mr. Kouyaté and the French Ambassador, the latter specified that these vehicles are property of France.

Florence will very much appreciate it if UNAMIR can clarify the matter and let her be informed.

Please inform Mme Barrillon-Pomes that our records indicate that the vehicles going to Chad. The govt. of Chad was for the vehicles to be returned and we are doing so.
Mr Diallo.

Scalvey
15.12

Ismaël A. Diallo
13 December 1995

cc: Col. Bill Fletcher

Presumably France gave the vehicles to Chad. What do our books show?

DFC

There are a total of 18 vehs still in Kigali.
SRSG (thru DFC)

Our records indicate the vehicles belong to CHAD. Vehicles are held in Kigali. We were advised last week that CHAD was exploring the possibility of moving the vehicles by air. Subsequently, the question of ownership (France/Chad) surfaced. Awaiting direction from UNNY.

Scalvey
14.12
DFC SP
14 Dec 95



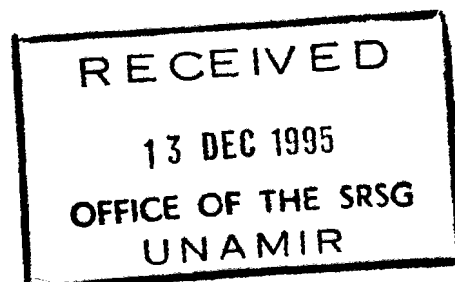
UNAMIR-MINUAR

TO: Amb. Shaharyar M. Khan
SRSG

DATE: 13 December 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman, UNAMIR

SUBJECT: Practical Strategies for New Mandate



A. Introduction

1. The opinions expressed in this note were conceived and drafted before December 8, 1995 when the Security Council formally met on Rwanda. UNAMIR's mandate has been since extended for a further period of three months in Resolution 1029 (1995) of 12 December, 1995.

2. The subsequent reading of that resolution has convinced me more of the imperative need for UNAMIR to take the direction outlined in the following proposals.

B. Background

3. If we accept that the mere presence of UNAMIR has contributed to the normalization of life in Rwanda, we cannot say as much with respect to the desired goal of mass repatriation of refugees in neighbouring countries.

4. We may add, as a corollary to the above, that such a presence for a further period of three months would not achieve much in terms of incentive for massive waves of returning refugees.

5. Undoubtedly, UNAMIR's confidence building role inside Rwanda has had a trickle effect in the camps without, however, registering the desired impact for solving the refugee problem and helping in a major way to achieve national reconciliation.

6. The new mandate, unlike the previous three under UNAMIR II, is totally focussed on the refugee repatriation exercise and calls, therefore, for creative initiatives and practical strategies in order to accomplish the new mission.

C. Proposals

1. Joint Teams

✓ (a) It is imperative to establish joint teams consisting of Government officials from Ministries of Rehabilitation, Internal Affairs and Social Affairs, UNAMIR

I consider the proposal regarding joint-teams to be very valuable. In our new mandate we need to pursue it. I should like to call a meeting with UNHCR, IIRICA and UNDP (RR) to discuss this issue away on-site first. My only doubt is that there may not be a need for our presence.

Sub.
18/12

2) (to be drafted)

officials, both civilian and military, Human Rights monitors, UNHCR officers and local representatives of the population in the communes.

✓ (b) These teams would physically visit the refugee camps in Zaire, Burundi and Tanzania and talk to the refugees there in a bid to reassure them of safe repatriation. Host countries will, of course, be advised in advance.

✓ (c) The teams would organize visits of refugee representatives to their respective communes so as to witness the security prevailing there and take back the message of positive information to the camps.

✓ (d) The joint teams would also visit communes across the country, to get first-hand information on the situation there prior to convincing the refugees to return home and would subsequently continue to monitor the reintegration of the returnees.

✓ (e) The members of these teams would be constantly on the move, spending over half their time in the communes and refugee camps during the three-month extension.

2. Radio UNAMIR

(a) A colleague's views

I shall deal separately with radio and improvement proposals. Despite shortcomings, Radio UNAMIR has done well. Sach.

(i) A colleague in my office, who got close to the Radio Section during my two-month absence, has strong views about the parochial, sectional spirit of the Radio management, which is too wrapped into itself to value the great potential of inputs from other UNAMIR sections, especially within the OSRSG.

(ii) In that self-inflicted isolation, the Radio management does not set any programmes of work, not even weekly schedules, on the basis of which the colleagues in OSRSG can formulate contributions, in a collegial approach that is imperative if the Radio has to function as Radio UNAMIR and not simply as a section of UNAMIR.

(iii) At the same time, the Radio section remains fragmented within: heads of programmes hold daily meetings and proceed to give assignments to their journalists, who complain of being denied a chance to contribute ideas, as professionals, for the better running of programmes. In fact there are no programmes as such; there are only language units that are called programmes, which is a misnomer.

(iv) Heads of programmes are in constant touch with external news agencies, giving out information that is sometimes more interpretational than factual, which may lead to the phenomenon of "uncoordinated troop movement" with respect to the work of the Spokesman's Office.

(v) Other colleagues in OSRSG have aired strong criticism about the poor quality of Radio Rwanda News Summary, which is sent to the SRSG without any effort at editing and which reflects badly on the

professionalism within UNAMIR, among the many UN Offices that receive the daily summary.

Note: The above observations come from the Information Officer (UNV) in my office, who stands by every statement made above and requests a review of the whole matter.

(b) New approach

- (i) Whatever the veracity of the above criticism, there is need to formulate a clear strategy for Radio programmes under the new mandate.
- (ii) There is also need to associate more the colleagues in OSRSG in the policy-making exercise aimed at that reorientation.
- (iii) In that connection, weekly or fortnightly plans of work for Radio programmes should be discussed at OSRSG meetings so that colleagues may add their inputs and help boost the impact of Radio UNAMIR.
- (iv) Under the proposed reorientation, Radio UNAMIR should focus more on contacts with the population in the communes to bridge the information gap with the refugee camps.
- (v) That would entail exchange of messages among relatives inside and outside the country (in refugee camps) for a more concrete effort at confidence building and fighting disinformation in refugee camps.
- (vi) Such activities would be more effective than current trends devoted to news coverage of various seminars and visits of personalities, which coverage should be of secondary importance under the new mandate.
- (vii) It would also help if Radio UNAMIR management could establish better working relations with Radio Rwanda, without of course having to compromise its objectivity, and set up structural collaboration with other UN agencies, IOM, ICRC and other major NGOs involved in assisting the refugees and interested in their repatriation.

3. Mandate Commission

(a) In anticipation of further negotiations expected to take place prior to the end of the new mandate on 8 March 1996, the ground-work could start immediately, with the setting up of a Government-UNAMIR Commission as soon as possible.

(b) The Commission would oversee the implementation of the new mandate and iron out differences that tend to undermine cooperation with the Government.

(c) This would help avoid last moment recriminations that have sprung up in discussions just before the end of previous mandates.

yes.
we discussed.
full

(d) More significantly, the Commission would study the nature and functions of the proposed body that will replace UNAMIR after 8 March 1996, with a consensus on the post-UNAMIR cooperation between the Government and the UN.

✓ (e) That Commission should finalize its recommendations in the third week of January 1996, so that they may serve as guidelines for the Secretary-General's Report to the Security Council on 1 February 1996.

4. Inter-Agency Publication

Let's keep
the Agencies
out. They can't
have their individual
f. under
let us so
for UNAMIR
publication
as historical
5
(a) The concerted efforts of UN agencies in the repatriation exercise will require a special publication highlighting the operation, under UNAMIR coordination.

(b) To avoid fragmentation of those efforts, there should be a clear policy setting up a data centre for compilation and processing of information on repatriation and related activities.


(c) In case of financial limitations on the part of UNAMIR, whose budget for public information now stands at only US\$ 10,000, the UN partners could pool together resources for a joint publication.

(d) The project would involve three issues - one by January 10, 1996, one on 15 February and the last before 8 March - to be produced in English, French and Kinyarwanda.

N.B.: The suggestions above have been intentionally made brief to avoid taking too much of your time. Similar views may have been already formulated by your Office. Whatever decisions are taken on what UNAMIR will do to accomplish its mandate during the coming three months, it is worth noting that this is the last opportunity for the Mission to win over its critics and leave Rwanda on after 8 March 1996 with confidence and a clear conscience. This would at least avert the prospect of confirming Mr. Dusaidi's assertions that Rwanda has agreed upon the mandate renewal "not because [Rwanda] believes that actually UNAMIR can assist, as it has been here for a year and a half and no significant numbers of refugees have come back because of UNAMIR per se".

To: Mr. Ismael Diallo
A.g. Executive Director

FROM: Chief Liaison Officer
UNAMIR



Date: 18 December 1995

1. I request that a television set be installed in our office.
2. I hope that this will help us execute our duties much better.
3. Thanks.

ATTN Mr. T. ANGLIN.

will you, please, instruct
your services to install
a T.V. set in Maj. Kamavade
office. Thank you!

Ismael
(18-12-95)



UNAMIR-MINUAR

TO: Amb. Shaharyar M. Khan
SRSG

DATE: 14 December 1995

FROM: Ismaël A. Diallo *Ismaël A. Diallo*
Spokesman, UNAMIR

SUBJECT: UNAMIR Highlights

Reference is made to my memorandum of 21 November 1995 regarding the publication of a UNAMIR Bulletin to highlight the landmarks of the Mission from its inception to 8 December 1995. You already gave your approval to the initiative.

.....

Attached is the proposed table of contents of what will be the most complete reference document on UNAMIR: all the reports from the Secretary-General, all resolutions as well as a glance at the humanitarian assistance by UNAMIR.

Your observations will enable us to carry on with the work.

TABLE OF CONTENTS

- 1. Foreword by the SRSG**
 - 2. Background**
 - 3. Resolution 812 of 12 March 1993 - Earliest initiative on Rwanda**
 - 4. Resolution 846 of 22 June 1993 - UNOMUR established**
 - *5. Secretary-General's Report S/26350 of August 1993 - Arusha Peace Agreement**
 - 6. Secretary-General's Report S/26488 of 24 September 1993 - Planning for UNAMIR**
 - 7. Resolution 872 of 5 October 1993 - UNAMIR established**
 - 8. Secretary-General's Report S/26618 of 22 October 1993 - Progress on UNOMUR**
 - 9. Secretary-General's Report S/26878 of 15 December 1993 - Second Report on UNOMUR**
 - 10. Resolution 891 of 20 December 1993 - UNOMUR mandate extended**
 - 11. Secretary-General's Report S/26927 of 30 December 1993 - Review of Progress on UNAMIR**
 - 12. Resolution 893 of 6 January 1994 - Plan for UNAMIR approved**
 - 13. Secretary-General's Report S/1994/360 of 30 March 1994. Stalemate on APA Implementation**
 - 14. Resolution 909 of 5 April 1994 - Mandate extended to July**
 - 15. Secretary-General's Report S/1994/470 of 20 April 1994 - Three alternatives for UNAMIR**
 - 16. Resolution 912 of 21 April 1994 - Mandate adjusted**
 - 17. Secretary-General's Report S/1994/565 of 13 May 1994 - UNAMIR II proposed**
 - 18. Resolution 918 of 17 May 1994 - Mandate expanded**
 - 19. Secretary-General's S/1994/640 of 31 May 1994 - Special mission visit**
 - 20. Resolution 925 of 8 June 1994 - Mandate extended to December 1994**
 - 21. Secretary-General's S/1994/715 of 16 June 1994 - Extension of UNOMUR role**
 - 22. Resolution 928 of 20 June 1994 - UNOMUR mandate final extension**
-

23. Resolution 929 of 22 June 1994 - Operation Turquoise approved
 24. Resolution 935 of 1 July 1994 - Commission of Experts on genocide
 - *25. Secretary-General's Report S/1994/879 of 26 July 1994 - Commission of Experts and Human Rights
 26. Secretary-General's Report S/1994 ... of 1 August 1994 - Appeal for troops
 27. Secretary-General's Report S/1994/924 of 3 August 1994 - UNAMIR Revised Operational Plans
 28. Secretary-General's Report of 19 September 1994 - Closure of UNOMUR
 29. Secretary-General's Report of 1 October 1994
 30. Secretary-General's Report S/1994/1125 of 4 October 1994 - Experts' Report
 31. Secretary-General's Report S/1994/1133 of 6 October 1994 - Progress Report on UNAMIR
 32. Resolution 955 of 8 November 1994 - Establishing International Tribunal
 33. Secretary-General's Report S/1994/1308 of 18 November 1994 - Refugee camps' security
 34. Secretary-General's Report S/1994/1344 of 25 November 1994 - Progress Report on UNAMIR
 35. Resolution 965 of 30 November 1994 - Mandate extended to June 1995
 36. Secretary-General's Report S/1994/1405 of 9 December 1994 - Final Report of Commission of Experts
 37. Secretary-General's Report S/1995/65 of 25 January 1995 - Second Report on refugee camps
 38. Secretary-General's Report S/1995/107 of 6 February 1995 - Progress Report on UNAMIR
 39. Secretary-General's Report S/1995/134 of 13 February 1995 - Final document on International Tribunal
 40. Resolution 978 of 27 February 1995 - Arrest of genocide suspects
 41. Secretary-General's Report S/1995/297 of 9 April 1995 - Progress Report on UNAMIR
 42. Secretary-General's Report S/1995/304 of 14 April 1995 - Third Report on refugee camps.
 43. Secretary-General's Report S/1995/457 of 4 June 1995 - Progress Report on UNAMIR
-

- 44. Resolution 997 of 9 June 1995 - Mandate extended to December 1995
- 45. Secretary-General's Report S/1995/552 of 9 July 1995 - Mission Report of Special Envoy
- 46. Resolution 1005 of 17 July 1995 - Demining explosives allowed for Rwanda
- 47. Secretary-General's Report S/1995/678 of 8 August 1995 - Progress Report on UNAMIR
- 48. Resolution 1011 of 18 August 1995 - Arms embargo on Rwanda lifted
- *49. Secretary-General's Report of 25 August 1995
- 50. Secretary-General's Report S/1995/771 of 6 September 1995 - International Commission of Enquiry
- *51. Secretary-General's Report of 7 October 1995
- *52. Secretary-General's Report of 16 October 1995
- *53. Secretary-General's Report of 30 October 1995
- 54. Secretary-General's Report S/1995/1002 of 1 December 1995 - Progress Report on UNAMIR
- 55. Resolution 1029 of 12 December 1995 - Mandate extended to 8 March 1995
- 56. Soma (Status of Mission Agreement)

* Documents not yet available.



TO: Amb. Shaharyar M. Khan
SRSG

DATE: 13 December 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman, UNAMIR

SUBJECT: Practical Strategies for New Mandate

A. Introduction

1. The opinions expressed in this note were conceived and drafted before December 8, 1995 when the Security Council formally met on Rwanda. UNAMIR's mandate has been since extended for a further period of three months in Resolution 1029 (1995) of 12 December, 1995.

2. The subsequent reading of that resolution has convinced me more of the imperative need for UNAMIR to take the direction outlined in the following proposals.

B. Background

3. If we accept that the mere presence of UNAMIR has contributed to the normalization of life in Rwanda, we cannot say as much with respect to the desired goal of mass repatriation of refugees in neighbouring countries.

4. We may add, as a corollary to the above, that such a presence for a further period of three months would not achieve much in terms of incentive for massive waves of returning refugees.

5. Undoubtedly, UNAMIR's confidence building role inside Rwanda has had a trickle effect in the camps without, however, registering the desired impact for solving the refugee problem and helping in a major way to achieve national reconciliation.

6. The new mandate, unlike the previous three under UNAMIR II, is totally focussed on the refugee repatriation exercise and calls, therefore, for creative initiatives and practical strategies in order to accomplish the new mission.

C. Proposals

1. Joint Teams

(a) It is imperative to establish joint teams consisting of Government officials from Ministries of Rehabilitation, Internal Affairs and Social Affairs, UNAMIR

officials, both civilian and military, Human Rights monitors, UNHCR officers and local representatives of the population in the communes.

(b) These teams would physically visit the refugee camps in Zaire, Burundi and Tanzania and talk to the refugees there in a bid to reassure them of safe repatriation. Host countries will, of course, be advised in advance.

(c) The teams would organize visits of refugee representatives to their respective communes so as to witness the security prevailing there and take back the message of positive information to the camps.

(d) The joint teams would also visit communes across the country, to get first-hand information on the situation there prior to convincing the refugees to return home and would subsequently continue to monitor the reintegration of the returnees.

(e) The members of these teams would be constantly on the move, spending over half their time in the communes and refugee camps during the three-month extension.

2. Radio UNAMIR

(a) A colleague's views

- (i) A colleague in my office, who got close to the Radio Section during my two-month absence, has strong views about the parochial, sectionalist spirit of the Radio management, which is too wrapped into itself to value the great potential of inputs from other UNAMIR sections, especially within the OSRSG.
 - (ii) In that self-inflicted isolation, the Radio management does not set any programmes of work, not even weekly schedules, on the basis of which the colleagues in OSRSG can formulate contributions, in a collegial approach that is imperative if the Radio has to function as Radio UNAMIR and not simply as a section of UNAMIR.
 - (iii) At the same time, the Radio section remains fragmented within: heads of programmes hold daily meetings and proceed to give assignments to their journalists, who complain of being denied a chance to contribute ideas, as professionals, for the better running of programmes. In fact there are no programmes as such; there are only language units that are called programmes, which is a misnomer.
 - (iv) Heads of programmes are in constant touch with external news agencies, giving out information that is sometimes more interpretational than factual, which may lead to the phenomenon of "**uncoordinated troop movement**" with respect to the work of the Spokesman's Office.
 - (v) Other colleagues in OSRSG have aired strong criticism about the poor quality of Radio Rwanda News Summary, which is sent to the SRSG without any effort at editing and which reflects badly on the
-

professionalism within UNAMIR, among the many UN Offices that receive the daily summary.

Note: The above observations come from the Information Officer (UNV) in my office, who stands by every statement made above and requests a review of the whole matter.

(b) New approach

- (i) Whatever the veracity of the above criticism, there is need to formulate a clear strategy for Radio programmes under the new mandate.
- (ii) There is also need to associate more the colleagues in OSRSG in the policy-making exercise aimed at that reorientation.
- (iii) In that connection, weekly or fortnightly plans of work for Radio programmes should be discussed at OSRSG meetings so that colleagues may add their inputs and help boost the impact of Radio UNAMIR.
- (iv) Under the proposed reorientation, Radio UNAMIR should focus more on contacts with the population in the communes to bridge the information gap with the refugee camps.
- (v) That would entail exchange of messages among relatives inside and outside the country (in refugee camps) for a more concrete effort at confidence building and fighting disinformation in refugee camps.
- (vi) Such activities would be more effective than current trends devoted to news coverage of various seminars and visits of personalities, which coverage should be of secondary importance under the new mandate.
- (vii) It would also help if Radio UNAMIR management could establish better working relations with Radio Rwanda, without of course having to compromise its objectivity, and set up structural collaboration with other UN agencies, IOM, ICRC and other major NGOs involved in assisting the refugees and interested in their repatriation.

3. Mandate Commission

(a) In anticipation of further negotiations expected to take place prior to the end of the new mandate on 8 March 1996, the ground-work could start immediately, with the setting up of a Government-UNAMIR Commission as soon as possible.

(b) The Commission would oversee the implementation of the new mandate and iron out differences that tend to undermine cooperation with the Government.

(c) This would help avoid last moment recriminations that have sprung up in discussions just before the end of previous mandates.

(d) More significantly, the Commission would study the nature and functions of the proposed body that will replace UNAMIR after 8 March 1996, with a consensus on the post-UNAMIR cooperation between the Government and the UN.

(e) That Commission should finalize its recommendations in the third week of January 1996, so that they may serve as guidelines for the Secretary-General's Report to the Security Council on 1 February 1996.

4. Inter-Agency Publication

(a) The concerted efforts of UN agencies in the repatriation exercise will require a special publication highlighting the operation, under UNAMIR coordination.

(b) To avoid fragmentation of those efforts, there should be a clear policy setting up a data centre for compilation and processing of information on repatriation and related activities.

(c) In case of financial limitations on the part of UNAMIR, whose budget for public information now stands at only US\$ 10,000, the UN partners could pool together resources for a joint publication.

(d) The project would involve three issues - one by January 10, 1996, one on 15 February and the last before 8 March - to be produced in English, French and Kinyarwanda.

N.B.: The suggestions above have been intentionally made brief to avoid taking too much of your time. Similar views may have been already formulated by your Office. Whatever decisions are taken on what UNAMIR will do to accomplish its mandate during the coming three months, it is worth noting that this is the last opportunity for the Mission to win over its critics and leave Rwanda after 8 March 1996 with confidence and a clear conscience. This would at least avert the prospect of confirming Mr. Dusaidi's assertions that Rwanda has agreed upon the mandate renewal "not because [Rwanda] believes that actually UNAMIR can assist, as it has been here for a year and a half and no significant numbers of refugees have come back because of UNAMIR per se".



NOTE TO THE SRSG

Subject: Vehicles for CHAD

Mrs. Florence Barrillon-Pomes, Senior Political Affairs Officer at DPA, UNHQ, New York inquired about the status of the above. She mentioned that during a conversation between Mr. Kouyaté and the French Ambassador, the latter specified that these vehicles are property of France.

Florence will very much appreciate it if UNAMIR can clarify the matter and let her be informed.


Ismaël A. Diallo
13 December 1995

cc: Col. Bill Fletcher

Office of the Spokesman

11 December 1995

TO WHOM IT MAY CONCERN

As the Spokesperson for the United Nations Assistance Mission in Rwanda (UNAMIR), I have worked closely with Lt(N) Kent Page over the past year in his capacity as the UNAMIR Military Spokesperson. He has done an outstanding job in live broadcast and print interviews with foreign and local media - often under difficult and sensitive circumstances.

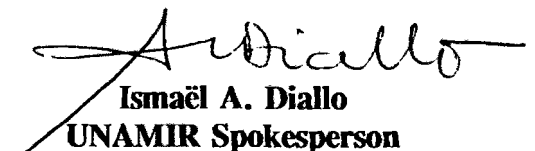
Lt(N) Page has proved to be a key team leader and invaluable partner in our challenging effort to positively project both the political issues and military activities of UNAMIR to the international community and the local Rwandan community via their respective media.

I have been most impressed with Lt(N) Page's sharp grasp of the political issues and sensitivities involved in a peacekeeping mission such as this and during my secondments away from Rwanda, he very capably filled in for me as the Civilian Spokesperson.

Lt(N) Page is highly respected for his integrity, honesty and "can-do" attitude in his timely assistance to all media, regardless of their predisposition to UNAMIR. He also has the charisma and ability to deal with aggressive, and sometimes hostile media, in a professional and effective manner.

As such, perhaps the highest and most significant accolades attesting to his professionalism as a Spokesperson are those that I have heard and seen in writing throughout the year from many foreign media correspondents covering the situation in Rwanda. Lt(N) Page is renowned for getting the relevant issues and stories to the media quickly, accurately and objectively.

I am certain that any international organization would benefit greatly from Lt(N) Page's hard-earned media experience. I know that as a leader of their information division, he will prove to be a valuable asset in establishing a more positive profile for the organization and would guide it to a higher level of public awareness and understanding. I strongly endorse Lt(N) Page for such a position.


Ismaël A. Diallo
UNAMIR Spokesperson



TO: Amb. Shaharyar M. Khan
SRSG

DATE: 21 November 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *[Signature]*

SUBJECT: UNAMIR Highlights

The mandate of UNAMIR expires on 8 December 1995. Whether the expiry will be final or simply a transition to another mandate, the occasion is undeniably an important milestone. It would seem to call for a special publication, focussing on the history of UNAMIR. In this respect, the second issue of UNAMIR Bulletin would be an appropriate medium to highlight the landmarks of the Mission to date, with a compilation of official documents comprising the following:

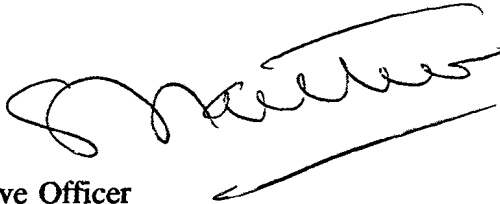
- All resolutions adopted by the Security Council on UNAMIR, starting with resolution 872 of 5 October 1993.
- Reports of the Secretary-General on Rwanda.
- Status of Mission Agreement.
- Highlights of humanitarian operations.

The publication would be worth producing as a work of reference for now and in future. It would consist of about 80 pages for the English version and 80 pages for the French version. If approved, the production deadline would be around 5 December.

ADMINISTRATIVE INSTRUCTION No. 030/95

To: All Civilian Staff

From: Susan Matthew
Chief Administrative Officer



1 December 1995

Subject: Extension of Appointment/Assignment

- ?
1. Pending the decision with regard to the renewal of UNAMIR mandate, I wish to inform you that, in agreement with U.N. Headquarters, the appointment/assignment of staff members may be extended, as an interim measure, up to 31 January 1996.
 2. Staff members who do not wish to extend their assignment/appointment beyond 31 December 1995 must inform the Officer-in-Charge of the Civilian Personnel Section, in writing, through their Chief of Section, by 8 December 1995 so that the necessary check-out procedure may be initiated in time.
 3. I take this opportunity to express my appreciation for your understanding of our current uncertain situation over which the Administration has no control.
- pr

UNITED NATIONS

ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU

OFFICE - BUREAU

TO: All Staff of the OSRSG
All Chiefs of Section/Unit

DATE: 1 November 1995

FROM: Shaharyar M. Khan
Special Representative of the
Secretary-General

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Shaharyar M. Khan'.

SUBJECT: Office of the Spokesman

With reference to my internal memorandum of 6 September 1995, please note that Mr. Ismaël A. Diallo has returned to UNAMIR Headquarters and has resumed his functions as the Spokesperson to the SRSG effective 1 November 1995.



UNAMIR - MINUAR

**INTERNAL MEMORANDUM
MEMORANDUM INTERIEUR**

Date: 6 September 1995

To: All Staff of the OSRSG
All Chiefs of Section/Unit

From: Shaharyar M. Khan
Special Representative of the
Secretary-General

Subject: Office of the Spokesperson

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Shaharyar M. Khan', written in a cursive style.

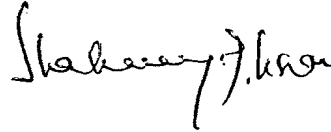
Mr. Ismael Diallo, UNAMIR Spokesperson, has been asked to assist the Secretary-General's Envoy for the Great Lakes Region, Amb. Jose Luis Jesus. During the time of his absence from UNAMIR Headquarters, Mr. Zouaoui Benamadi will be Acting Spokesperson.

Please extend to him your usual cooperation.

TO: All Staff of the OSRSG
All Chiefs of Section/Unit

DATE: 1 November 1995

FROM: Shaharyar M. Khan
Special Representative of the
Secretary-General



SUBJECT: Office of the Spokesman

With reference to my internal memorandum of 6 September 1995, please note that Mr. Ismaël A. Diallo has returned to UNAMIR Headquarters and has resumed his functions as the Spokesperson to the SRSG effective 1 November 1995.



UNAMIR - MINUAR

INTEROFFICE MEMORANDUM

Date: 29 September 1995

To: Mr. Kimso Nilsvang
CCPO

From: Wilfrid de Souza
Executive Director

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'W. de Souza', written over the printed name and title.

Subject: Secretarial needs of the Office of the SRSG

1. As you are aware, the current staffing of the Office of the SRSG comprises 12 staff members of the Professional and higher category, one Field Service and 7 international General Service staff, the list of whom is herewith attached. (The radio unit and those staff members serving away from UNAMIR's Headquarters are not included).

2. Taking into account that the Under-Secretary-General is entitled to two assistants and that those from P5 to D2, including the Special Assistant, should normally be assigned one secretary each, we are left with only one secretary to assist the remaining 7 professional staff.

3. I trust you will understand that under the circumstances we can only experience serious difficulties in the daily performance of our work. Urgent matters are often delayed because of the lack of secretaries.

4. As you are aware, the ratio by U.N. standards is one secretary for two professional staff members at any level between P1 and P4. This Office is therefore entitled to at least 3 additional secretaries.

5. In view of the urgency, I should be grateful if as a matter of priority, you would kindly look into the possibility of redeploying 3 secretaries from other areas of the Mission to the Office of the SRSG.

CC. SRSG
CAO

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

TO:		
A: Mr. I. Diallo, OSRSG		
FROM:		
DE: Personnel Section		
Room No. - No de bureau	Extension - Poste	Date
		4 Nov. 1995
FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION	xxx	VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

Please take note of the attached communication dated 26 October 1995 on the subject of "Processing of Personnel Actions...." which you will find self-explanatory.

Thank you.

For use of Cable Operations Unit only / Réserve du Groupe de la correspondance télégraphique

POLYMER LETTERS

MSO - ED 10

REF ID: A66421

For use of Drafter A remplir par le rédacteur

DATE 26 October 1995

ALLOTMENT / COMPLETE

FILE / DOSSIER

WATERBURY PUBLIC LIBRARY

252

ROOM: 1155

ALL FOLLOWS

E. Hadad

PMSS/FALD

2270C

1156

10 F TCH 00.2 → 10 F TCH 00.2 →

BY FACSIMILE

PLEASE SEND TO ATTACHED LIST

FROM DA COSTA

SUBJECT: PROCESSING OF PERSONNEL ACTIONS IN IMIS FOR STAFF
MEMBERS UNDER REVISED 300 SERIES-LIMITED DURATION

AAA IT HAS BEEN BROUGHT TO OUR ATTENTION STAFF MEMBERS UNDER THE REVISED 300 SERIES OF LIMITED DURATION DO NOT UNDERSTAND WHY STEP I IS BEING SHOWN ON THEIR PERSONNEL ACTION FORMS. WISH PROVIDE CLARIFICATION AS FOLLOWS: THE PRESENT IMIS PROGRAMME REQUIRES AN INDICATION OF A LEVEL AND A STEP WHEN PROCESSING INITIAL APPOINTMENTS, INCLUDING THOSE UNDER THE REVISED 300 SERIES, EVEN THOUGH NO STEPS ARE APPLICABLE TO THE 300 SERIES. IN ORDER TO ENABLE THE SYSTEM AS IT IS CURRENTLY SET UP TO ACCEPT THE INITIAL APPOINTMENT PROCESSING, IT IS NECESSARY FOR US TO INDICATE STEP I AS A DEFAULT AND TO BLANK OUT "SALARY INCREMENT".

BBB AN ENHANCEMENT WILL BE DEVELOPED BY IMIS TO TAKE OUT THE NECESSITY FOR SHOWING A SALARY STEP AND A SALARY INCREMENT FOR APPOINTMENTS UNDER THE REVISED 300 SERIES OF LIMITED DURATION, SINCE THESE ARE NOT RELEVANT.

CCC MEANTIME, PLEASE ADVISE THE RESPECTIVE STAFF MEMBERS WHO
ARE UNDER THE 300 SERIES ACCORDINGLY.

.....
BEST REGARDS. (MEDILI/FALD) NNNN

SIGNATURE

DA - E

~~Luiz Carlos da Costa, Chief, PYSS/EALD~~

NAME AND TITLE : J. E. HARRIS / NOMINATED QUALITY & DACTYLOGRAPHER

1000



UNAMIR-MINUAR

TO: Mr. A. Bah
Chief General Services Section

DATE: 20 October 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *Ismaël A. Diallo*

SUBJECT: Hospitality for Media

1. Please find herewith attached three (3) invoices from the UNAMIR café for hospitality to the media at the SRSG's press briefings.
2. The bills totalling \$65.50 have been paid by myself. I will be grateful for the reimbursement of this amount.
3. Thank you for your understanding and cooperation.

cc: CAO

MGT/CONSOLIDATED RWANDA KIGALI				
		PH NO FAX NO		
INVOICE		23 rd April 95		
INVOICE NO. MGT-CON/CAT/ 1		DATE.		
CLIENT: Mr. Diallo (Spokesman)				
QTY	UNIT	PARTICULARS	RATE	VALUE US \$
25		S/ DRINKS	1.00	25.00
01		CASHEN NUTS	3.50	3.50
01		MIX NUTS	2.50	2.50
01		PEANUTS	1.50	1.50
<div style="transform: rotate(-30deg);"> Paid by Mr. Diallo </div>				
TOTAL US \$			US \$	
32.50 Only				32.50

[Signature]
CASHIER/SUPERVISOR

MGT/CONSOLIDATED
RWANDA KIGALI

PH NO
FAX NO

INVOICE

12/7/95

INVOICE NO. MGT-CON/CAT/ 1

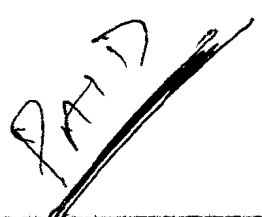
DATE

CLIENT

MR. J.A. DIALLO. ~~SPKESMAN~~ (UNAMIR)

QTY	UNIT	PARTICULARS	RATE	VALUE US \$
01		MIX NUTS		2:50
01		CASHED NUTS		3:50
01		PEANUTS		1:50
17		TEA & COFFEE		8:50
TOTAL US \$.			US \$	16:00

[Signature]
CASHIER SUPERVISOR

MGT/CONSOLIDATED RWANDA KIGALI				
			PH. NO	FAX NO
INVOICE			25/11/95	
INVOICE NO. MGT-CON/CAT/			DATE:	
CLIENT: MR. DIALLO SPOKESMAN				
QTY	UNIT	PARTICULARS	RATE	VALUE US \$
19	COFF	GEAR COFFE	1.50	9:50
01	GIN	MIX NUTS	2:50	2:50
01	"	CASHEW NUTS	3:00	3:50
01	"	PEANUTS	1:50	1:50
<div style="text-align: center;">  </div>			US \$	17:00
			TOTAL US \$	
SEVENTEEN ONLY				


 CASHIER/SUPERVISOR




NOTE POUR LE DOSSIER

REF: **COMMUNICATION TELEPHONIQUE DIALLO/DESSANDE**

1. De Nairobi où il se trouve depuis le 12 septembre avec M. José Luís Jesus, Secrétaire Général-Adjoint, Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs, M. Ismael Diallo a téléphoné pour communiquer le contenu d'un fax qu'il ne réussissait pas à faire envoyer à Kigali.
2. Monsieur Diallo informe:
 - que l'Envoyé Spécial arrivera à Kigali le mardi 19 septembre par avion spécial de la MINUAR en provenance de Bujumbura pour un séjour de deux jours au Rwanda ;
 - qu'il souhaite avoir l'assistance de la MINUAR pour le transport par avion de Bujumbura à Kigali (19/09) et de Kigali à Kampala (21/09). M. Diallo dit avoir pris langue avec M. Demitros, Chef du Bureau de Liaison de l'Administration à Nairobi, lequel attend les instructions de Kigali pour ce faire;
 - que l'Envoyé Spécial envisage d'entreprendre des consultations avec le Président, le Vice-Président, le Premier-Ministre, le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre de la Réhabilitation et de la Réintégration Sociale;
 - qu'outre les audiences à solliciter mentionnées au paragraphe précédent, M. Jesus aimerait dans la mesure du possible rencontrer les Ambassadeurs des pays ci-après: Etats-Unis, France, Belgique, Allemagne ainsi que toute autre personnalité sur les suggestions du Représentant Spécial.
3. **Actions à Prendre**
 - a) L'Administration (MOVCON/AirOps) doit examiner et donner suite à la requête relative au transport aérien indiquée à l'alinéa 2 du paragraphe 2 de la présente note.

- b) Le Représentant Spécial (Bureau du Protocole) adressera au Protocole d'Etat les demandes d'audience avec les autorités locales et celles avec les Ambassadeurs.
- c) L'Administration (Secteur Hébergement) réservera deux chambres d'hôtel au compte au compte de la délégation. (1 petite suite et une chambre simple).

Kigali, 15 septembre 1995.-



Beadengar P. Dessande
Chef du Protocole

cc: SRSG
FC
ED
CAO
SPAO
SPOKESMAN
SA
MOVCON
AIOPS
ACCOMMODATION



INTEROFFICE MEMORANDUM

To: Mr. Kimso Nilsvang,
Chief, Civilian Personnel Officer

From: Sammy Kum Buo 
Acting Executive Director, OSRSG

Date: 12 September 1995

Subject: Reassignment of Mr. Saidi Rubagara

AS
Please copy to
Mr. Diabla
12-9-95
MS

1. Your memo dated 8 September 1995 by which you informed Mr. Saidi Rubagara that he had been reassigned as a driver to the Radio UNAMIR unit, has come to my attention.
2. As you are aware, Mr. Rubagara has been serving as driver attached to the Office of the Spokesman. Under normal circumstances therefore, his reassignment should be coordinated and agreed with the Spokesman. Since the Spokesman is currently absent on mission, I believe that any decision affecting staff members of his Office should be taken after consulting the Executive Director who has overall responsibility for the Office of the SRSG of which the Office of the Spokesman is a part.
3. Accordingly, in my view, Mr. Rubagara should continue to serve as driver for the Office of the Spokesman until further review of staffing arrangements in the OSRSG as a whole. My position on the matter should, in practical terms, not inhibit Mr. Rubagara's assistance to the Radio Unit since the SRSG has recently designated the Head of the Radio Unit to serve also as Acting Spokesman.
4. Please kindly take the necessary measures to regularize the situation as per para. 3 above.

Many thanks for your usual cooperation

cc.: Executive Director
Head of Radio Unit
Mr. Saidi Rubagara



UNAMIR - MINUAR

INTERNAL MEMORANDUM
MEMORANDUM INTERIEUR

Pers
Date: 6 September 1995

To: All Staff of the OSRSG
All Chiefs of Section/Unit

From: Shaharyar M. Khan
Special Representative of the
Secretary-General

Subject: Office of the Spokesperson

Vu
WS

Mr. Ismael Diallo, UNAMIR Spokesperson, has been asked to assist the Secretary-General's Envoy for the Great Lakes Region, Amb. Jose Luis Jesus. During the time of his absence from UNAMIR Headquarters, Mr. Zouaoui Benamadi will be Acting Spokesperson.

Please extend to him your usual cooperation.

Shaharyar M. Khan



UNAMIR - MINUAR

OUTGOING FAX NO. 6362

PAGE 1 OF 2

MIR NO. 95 533-2

MISC NO. 279

2 septembre 1995

A:	M. Y. DIMETROS CALO, MINUAR NAIROBI, KENYA	DE:	WILDRID DE SOUZA DIRECTEUR EXECUTIF MINUAR KIGALI, RWANDA
FAX NO:	3-3082/32662 ✓	PHONE:	212-963-3582
		FAX NO:	212-963-3090
OBJET:	ASSISTANCE		

1. VOUS-VOUDREZ BIEN TROUVER CI-JOINT COPIE DE LA NOTE VERBALE NO. 176 QUE NOUS ADRESSONS A L'AMBASSADE DE L'ETHIOPIE A NAIROBI CONCERNANT LE DELIVRANCE D'UN VISA EN FAVEUR DE M. ISMAEL A. DIALLO, PORTE-PAROLE DE LA MINUAR.
2. M. DIALLO ARRIVE A NAIROBI LE LUNDI 4 SEPTEMBRE PAR VOL ETHIOPIEN AIRLINES EN PROVENANCE D'ABIDJAN ET DOIT NECESSAIREMENT OBTENIR CE VISA AVANT DE SE RENDRE A KIGALI LE LENDEMAIN 5 SEPTEMBRE PAR LE VOL DE LA MINUAR. VEUILLEZ L'ACCUEILLIR A L'AEROPORT ET LE FAIRE TRANSPORTER A L'AMBASSADE BE L'ETHIOPIE.
3. MERCI.

Ex DL



2/2

SRSG/NV/176/95

NOTE VERBALE

The United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR) presents its compliments to the Embassy of Ethiopia in Nairobi and has the honor to request a visa for Mr. Ismaël A. Diallo. Mr. Diallo, Spokesman for UNAMIR will be on official mission in Addis Ababa from 6 September 1995.

Mr. Diallo holds a United Nations Laissez-Passer No. 47960 issued in New York on 21 February 1995, which expires on 20 September 1995.

The United Nations Assistance Mission for Rwanda avails itself of this opportunity to renew to the Embassy of South Africa the assurances of its highest consideration.

E



Kigali, 2 September 1995

**Embassy of Ethiopia
Nairobi
Kenya**



INTEROFFICE MEMORANDUM

Date: 26 August 1995

To: All Civilian and Military Staff

From: Wilfrid de Souza
Executive Director

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'W. de Souza', written over the printed name and title.

Subject: Spokesman / acting arrangements

1. Mr. Ismaël A. Diallo, Spokesman, will be absent on leave from 28 August to 17 September 1995.
2. During his absence, the responsibility for the Office of the Spokesman will be exercised by the following staff members as indicated below:
 - Ms. Ladan Rafii, Legal/Political Officer
from 28 August to 7 September.
 - Lt. Kent Page, Military Public Affairs Officer
from 8 to 17 September.
3. All calls to the Spokesman's Office should be channelled to:
 - Ext. 11076 (28 August to 7 September) and
 - Ext. 11124 (8 to 17 September).
4. Thank you for your cooperation.

Mr Diallo

File
Hospitality

25 August 1995

Mr. Ouziel,

Attached please find the bill for the buffet/reception which I organized on the occasion of the Prison Commission meeting with Mr. Fahreed/DHA/NY.

Thank you for your assistance in expediting payment.

I. Diallo, Spokesman, OSRSG

I. Diallo

CFO

Please reimburse Mr Diallo
with the cost incurred.
(chargeable to Hospitality acct).

[Signature]

25/8/95

22 August 1995

SMSG:

Farewell for Mr. Ouziel

Mr. Ouziel has now given me his names:

Mr. Nylsvang
Mr. Nkuba
Mr. Clive
Mr. Lombardo
Ms. Mathews

Given that Mathews arrives on 25 August, you could have it on the weekend
~~of the 26/27.~~ Monday or Tuesday.

I would also need your names to complete the list.


Isel Rivero

Mita
yourself
Laten

at the house -

Isel.

Isel 2.

21 AUGUST 1995

SMSG

Ouziel has indicated that he does not want a farewell party.

If you still wish to do something, you could host an intimate informal buffet-dinner chez vous perhaps to include the new (1) CAO, (2) Hasekawa, (3) DFC or Chief of Staff, (4) Col Shamir (prisons), (5) Col Aggrawal (school Butare), (6) Clive, (7) Minas (Chief Buildings Engineering Services Section), (8) MacNeill (Finance) and (9) Nylsvang (Personnel).

From our floor the only two persons who have had extensive contact with Ouziel have been the ED and myself, but you don't have to include me.

Since this is an internal affair the only drawback would be that you would have to front the cost.

Your instructions.

Ise1 / *fr*.

- 1) Nylsvang
- 2) NKUBE
- 3) Clive
- 4) Joe Kuvendo
- 5) Matthews

*11-93 cases
Ouziel + 5 at
my house (include Dr Matthews)
I shall select the outfit
myself. ✓*

Ise1



OFFICE OF THE CHIEF ADMINISTRATIVE OFFICER

DATE: 21 August 1995

TO: All UNAMIR Staff

FROM: Chaim Ouziel, CAO

SUBJECT: Designation of new CAO

I will complete my assignment to the mission on 31 August 1995. Ms. Susan Matthews will replace me as Chief Administrative Officer effective 1 September 1995. She will arrive at the mission on 25 August to allow briefing and handover.

Ms. Matthews brings with her extensive experience in the administration of peace-keeping missions, most recently as CAO of UNFICYP in Cyprus. On behalf of all of us I wish to welcome her to UNAMIR and extend to her our best wishes, support and cooperation in the tasks ahead.



UNAMIR - MINUAR

To: Mr. W. Desouza,
Executive Director

From: K. Nilsvang, Chief Civilian
Personnel Officer, UNAMIR

11 August 1995

Subject: Reassignment of Drivers
Rubagara Saidi, Office of the Spokesman
Musoni Francois, Office of Protocol

=====

As you are aware, we have been asked to reduce the number of UNAMIR staff by the end of the present mandate. As part of this streamlining process, we wish to proceed with the reassignment of the above mentioned drivers from the SRSG's Office.

Mr. Rubagara Saidi, was assigned to the Office of the Spokesman on a temporary basis pending the validation of Mr. I. Diallo's driving license. As Mr. Diallo has obtained his driving license, the service of a driver to that Office is no longer justified.

As a result of my conversation with the Chief ITMM, his Section has always provided a driver with a car for the transportation of UNAMIR VIP Guest. Furthermore, whenever the Protocol Office requires a driver, CITMM will arrange to assign a driver on ad hoc basis. I therefore, do not see any justification in maintaining Mr. Musoni Francois as a driver to that Office.

Subject to your agreement, I am requesting both drivers to report to Personnel Section as soon as possible for further reassignment.

Your understanding and cooperation during this streamlining period is appreciated.

CC: Mr. I. Diallo ✓
Mr. B. Dessande
Mr. N. Jorsling

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDANATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDAOUTGOING FAX NO. 5484
MIR NO. _____
MISC NO. _____

PAGE 1 OF 1

1 août 1995

A:	MRS. JOCELYNE DANIELSON DPI, UNHQ, NY	DE:	ISMAEL A. DIALLO UNAMIR SPOKESMAN KIGALI <i>Ismael</i>
FAX NO:	212-963-2591	PHONE:	212-963-3582
		FAX NO:	212-963-3090
SUJET:	DEMANDE DE DOCUMENTS		

Chère Jocelyne,

Merci donc mille fois de me "faxer" la version française des textes aux titres ci-après:

- OK 1. The G.A. on 12 July authorizes approx. \$160 million for UNAMIR, UNIKOM, UNOMIG and UNOMIL; ✓
2. Western Sahara (info. sur accord le 28 juillet entre le Maroc et le Polisario...); ?
- OK 3. Lebanon: The S.C., on 28 July, extended the mandate of the UNIFIL; ?
- OK 4. Haiti - The S.G.'s report to the S.C. and the S.C.'s decision to extend the mandate of UNMIH;
- OK 5. The G.A. approves budget for International Tribunal for Rwanda;
- OK 6. S.C. approves US demining programme for Rwanda;
- OK 7. Resolution 1005 (1995);

*merci encore!**Voilà. Jocelyne*

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

DATE: 22 JULY 1995

TO: Mr. KHAN, S.,
SRSG

MGEN TOUSSIGNANT, G.,
FC

Mr. DE SOUZA, W.,
ED

Mr. OUZIEL, C.,
CAO

Mr. DIALLO, I.,
SPOKESMAN

FROM : BAH, A.,
CGS

SUBJECT : Newspapers

Due to non payment, the Gift-shop at Nairobi Six~~ty~~-eighty Hotel had temporarily suspended supply of newspapers to UNAMIR.

I am pleased to inform you that the supply resumed with effect from 20 July 1995 and will continue as usual.

Thank you for your understanding.

CC

CFO
CPO

21 JULY 1995

MR. DIALLO,

I THINK WE SHOULD ESTABLISH A SMALL WORKING COMMITTEE WHICH WOULD INCLUDE THE OFFICE OF THE FC, CAO, OSRSG, UN AGENCIES AND THE RWANDESE GOVERNMENT TO PLAN FOR THE UNITED NATIONS 50TH ANNIVERSARY.

THERE SHOULD BE AN ALL DAY ACTIVITY ON D DAY, 24 OCTOBER, WHICH PERHAPS COULD EXTEND TO CONMEMORATIONS AT THE SECTOR LEVEL WHERE THE COMMANDERS WOULD INVITE THE OFFICIALS OF GIVEN PREFECTURES.

AT HEADQUARTERS SOME JOINT ACTIVITY WITH AGENCY REPRESENTATIVES AND A RECEPTION IN THE EVENING. I TEND TO FEEL THAT AN EXHIBIT MIGHT NOT BE ENTIRELY SUCCESSFUL DUE TO THE LACK OF MATERIALS WE CAN ACCESS, BUT IT COULD BE DISCUSSED.

THE RADIO SHOULD COMMENCE A CAMPAIGN THE WEEK BEFORE PERHAPS TO BUILD UP TOWARDS D DAY.

SPORT COMPETITIONS?

PARADE AT HEADQUARTERS?

A CONCERT WITH RWANDESE MUSIC PRIOR TO RECEPTION OR WITH THE NATIONAL BALLET?

VISIT TO SCHOOLS BY SRSG, OR ORPHANAGES?

THIS IS JUST AN IDEA AND A SKETCH WHICH COULD BE PURSUED.


ISEL RIVERO

CC. ED



UNAMIR - MINUAR

INTEROFFICE MEMORANDUM

Date: 17 July 1995

To: Mr. Wilfrid de Souza
Executive Director

From: Ismaël A. Diallo
Spokesman *Ismaël A. Diallo*

Subject: Secretary-General's visit to Rwanda

"Para.3 - The paramount consideration in the employment of the staff and in the determination of the conditions of service shall be the necessity of securing the highest standards of efficiency, competence, and integrity..." (Excerpt from Article 101, of the Charter of the United Nations).

This excerpt summarizes the appreciation I have of the performance of Ms. Abeba Kifle, Secretary to the Spokesman, during the official visit of the Secretary-General of the United Nations to Rwanda.

Ms. Kifle had worked throughout with constancy and devotion to duty which deserve to be acknowledged. The United Nations Assistance Mission to Rwanda ought to be proud of such a staff member as Ms. Kifle.

cc. SRSG
CAO
CCPO

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

Office of the Special Representative of the Secretary-General
UNAMIR, Kigali

Tel.: (212) 963-9905 & (250) 84265 - Fax.: (212) 963-3090 & (250) 86877

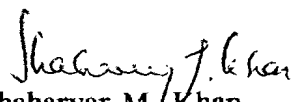
DATE: 14 July 1995

Your Excellency,

I will be most grateful if you could grant an interview to the BBC as part of its documentary on the occasion of the visit to Rwanda of the Secretary-General of the United Nations, Dr. Boutros Boutros-Ghali.

It may please you to see the BBC team next week either on Wednesday 19 July, Thursday 20 July or Friday 21 July. The BBC team's contact is Mr. Toby PORTER who stays at Mille Collines Hotel, Room 301.

I thank you Excellency for your cooperation and, please accept the assurances of my highest consideration.


Shaharyar M. Khan
Special Representative of the
Secretary-General

H.E. Major General Paul Kagame
Vice-President and Minister of Defence
Kigali
Rwanda

**VISITE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES
AU RWANDA**

13-14 juillet 1995

PROGRAMME

13 juillet 1995:

- 17h20** - Arrivée à l'Aéroport International Grégoire Kayibanda, Salon d'Honneur I;
- Accueil par S.E.M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre;
- Revue de la garde d'honneur - Forces Nationales ;
 - Présentation du Bureau de l'Assemblée Nationale par Monsieur le Premier Ministre ;
 - Présentation des Membres du Gouvernement ;
 - Présentation du Corps Diplomatique par ordre de préséance;
 - Présentation du Substitut du Procureur Général du Tribunal International sur le Rwanda;
 - Présentation des Représentants des Agences et Institutions Spécialisées des Nations Unies ainsi que des principales Organisations Non-Gouvernementales.
- 17h40** - Départ pour l'Hôtel des Mille Collines.
- 17h55** - Arrivée et installation à l'Hôtel des Mille Collines.
- 18h30** - Entretiens avec Monsieur le Premier Ministre à son bureau, suivis d'une séance de travail des deux délégations.
- 19h15** - Discours du Secrétaire Général à l'Assemblée Nationale au Siège de l'Assemblée, en présence des Représentants des Corps Constitués (Membres du Gouvernement et éminentes personnalités), des Chefs de missions diplomatiques et consulaires, des agences des Nations Unies et autres institutions internationales et des principales Organisations Non-Gouvernementales.
- 20h00** - Fin de la séance à l'Assemblée Nationale.
- 20h15** - Dîner offert par S.E. Monsieur Pasteur Bizimungu, Président de la République, à l'Hôtel des Mille Collines.

14 juillet 1995:

- 08h15 - Départ de l'Hôtel des Mille Collines pour le siège de la MINUAR - Hotel Amahoro.
 - 08h30 - Visite au Siège de la MINUAR, rencontre avec le personnel et les Chefs d'Agences du Système des Nations Unies, des Chefs des principales Organisations Non-Gouvernementales ; visite du bureau du Tribunal International pour le Rwanda.
 - 09h00 - Départ pour l'Aéroport International Grégoire Kayibanda, Salon d'Honneur I.
 - 09h15 - Départ par hélicoptère pour Nyarubuye, accompagné de leurs Excellences Messieurs les Ministres des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture, de la Justice, du Travail et des Affaires Sociales.
 - 09h45 - Arrivée à Nyarubuye, visite du site et dépôt de gerbes.
 - 10h15 - Visite de la prison de Nsinda .
 - 10h30 - Fin de la visite.
 - 10h45 - Retour à Kigali, Salon d'Honneur I.
 - 11h00 - Entretiens avec S.E. M. Pasteur Bizimungu, Président de la République et S.E. le Général-Major Paul Kagamé, Vice-Président et Ministre de la Défense, au bureau du Président.
 - 12h00 - Conférence de Presse à l'Aéroport, Salon d'Honneur I.
 - 12h15 - Départ pour Luanda - (Angola).
-



TO: Mr. Wilfrid De Souza
Executive Director

DATE: 13 July 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *A. Diallo*

SUBJECT: UNAMIR Telephone System

On 26 June 1995, in a self-explanatory memorandum addressed to the Chief Communications Officer with copies to the SRSG, yourself and the CAO, I mentioned the very difficult exercise and patience most people, including journalists, have to go through to reach UNAMIR Headquarters switchboard.

I therefore requested a direct telephone line for the Office of the Spokesman. The answer received from the CCO through the CISS explained the limited availability of telephone lines which made the CAO unable to provide my Office with the service requested.

I of course do not and cannot insist on being allocated a direct telephone line. I nevertheless would like to stress the absolute need for UNAMIR to give a better image in all aspects of its activities, its performance and in its overall presence in Kigali and throughout Rwanda. The manning of our switchboard is not of a lesser importance in these aspects.

It will therefore be most advisable that initiatives be taken to improve the speed and efficiency of telephone operators, also to add more lines or repair the ones allocated but actually not functioning.

Note:

- At the very moment I was writing this memorandum, three journalists entered my office and one of the first queries from them was what lines should they dial to get UNAMIR switchboard. They said they had tried countless times various numbers without success.

cc: SRSG
CAO



Mr. De Souza

TO: Mr. Wilfrid De Souza
Executive Director

DATE: 13 July 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *A. Diallo*

SUBJECT: Functioning of the Cashier's Office

I take the liberty to respectfully call your attention to the more than unsatisfactory functioning of the cashier's office

1. There is still no clear and satisfactory explanation as to why there is such long delay every month to pay the salaries of the staff.
2. The endless queues in the corridor are not only time-consuming but also, most regrettably, demeaning. The few officials who do not have to go to the cashier's office and stay in line may not appreciate the above comments.
3. The offices concerned should look at this frustrating situation for the majority of the staff, both civilian and military, local and international. They should re-examine the way the cashier's office plans its payments in order to save time for the staff and avoid hurting their feelings unnecessarily.
4. As I have no single doubt that I am expressing the feelings of the large majority of those who have to go to the cashier's office, I know I can count on your understanding.

cc: SRSG
CAO
CFO

Mr. Diallo

I agree with you and we are planning to remedy the situation, hopefully as from next month.

C. R. R.
12/12/95



Mr. De Souza

TO: Mr. Wilfrid De Souza
Executive Director

DATE: 13 July 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *A. Diallo*

SUBJECT: Functioning of the Cashier's Office

I take the liberty to respectfully call your attention to the more than unsatisfactory functioning of the cashier's office

1. There is still no clear and satisfactory explanation as to why there is such long delay every month to pay the salaries of the staff.
2. The endless queues in the corridor are not only time-consuming but also, most regrettably, demeaning. The few officials who do not have to go to the cashier's office and stay in line may not appreciate the above comments.
3. The offices concerned should look at this frustrating situation for the majority of the staff, both civilian and military, local and international. They should re-examine the way the cashier's office plans its payments in order to save time for the staff and avoid hurting their feelings unnecessarily.
4. As I have no single doubt that I am expressing the feelings of the large majority of those who have to go to the cashier's office, I know I can count on your understanding.

cc: SRSG
CAO
CFO

Mr. Ouziel

As I told Mr. Diallo, the lines have been bothering me as much as all others. We will reduce the lines thru staggered pay over a longer period. I will issue a circular, for the next pay.

What can we do to improve the situation?

14-7-95

WS

initial - missing



Mr. Diallo

TO: Mr. Wilfrid De Souza
Executive Director

DATE: 13 July 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *A. Diallo*

SUBJECT: Functioning of the Cashier's Office

I take the liberty to respectfully call your attention to the more than unsatisfactory functioning of the cashier's office

1. There is still no clear and satisfactory explanation as to why there is such long delay every month to pay the salaries of the staff.
2. The endless queues in the corridor are not only time-consuming but also, most regrettably, demeaning. The few officials who do not have to go to the cashier's office and stay in line may not appreciate the above comments.
3. The offices concerned should look at this frustrating situation for the majority of the staff, both civilian and military, local and international. They should re-examine the way the cashier's office plans its payments in order to save time for the staff and avoid hurting their feelings unnecessarily.
4. As I have no single doubt that I am expressing the feelings of the large majority of those who have to go to the cashier's office, I know I can count on your understanding.

cc: SRS
CAO
CFO

Mr. Diallo

I agree with you, and we are planning to remedy the situation, hopefully as from next month's pay.

C. Ozier
13/7/95



Mr. Diallo

TO: Mr. Wilfrid De Souza
Executive Director

DATE: 13 July 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *A. Diallo*

SUBJECT: Functioning of the Cashier's Office

I take the liberty to respectfully call your attention to the more than unsatisfactory functioning of the cashier's office

1. There is still no clear and satisfactory explanation as to why there is such long delay every month to pay the salaries of the staff.
2. The endless queues in the corridor are not only time-consuming but also, most regrettably, demeaning. The few officials who do not have to go to the cashier's office and stay in line may not appreciate the above comments.
3. The offices concerned should look at this frustrating situation for the majority of the staff, both civilian and military, local and international. They should re-examine the way the cashier's office plans its payments in order to save time for the staff and avoid hurting their feelings unnecessarily.
4. As I have no single doubt that I am expressing the feelings of the large majority of those who have to go to the cashier's office, I know I can count on your understanding.

cc: SRSG
CAO
CFO

Mr. Diallo

I agree with you, and we are planning to remedy the situation, hopefully as from next month's pay.

C. Orzié
13/7/95



UNAMIR-MINUAR

TO: Mr. Chaim Ouziel
CAO

DATE: 13 July 1995

FROM: Wilfrid De Souza
Executive Director

SUBJECT: UNAMIR Flight Schedule

As you are well aware several journalists are arriving this morning from Nairobi with the UNAMIR daily flight. Those journalists are coming to cover the United Nations Secretary-General's visit until tomorrow at noon.

The purpose of this memorandum is to request that the UNAMIR flight of Friday 14 July 1995 from Kigali to Nairobi be delayed to depart not before 14:00. This will enable the journalists to board for Nairobi on time.

cc: Air OPS

12 July 1995

SMSG

Talked to the FC this morning. Advised him of your travel plans. Suggested to him that you two meet on Friday afternoon post SG's visit.

On the display material for the SG we both agreed that a) there has been little enthusiasm from agencies to provide anything b) the material at this stage might be more embarrassing than impressive c) there is little time for him to actually see anything.

(On your suggestion for your Operations Room, we will have to wait for offices to be vacated. I suggest that once a conference room is identified, that conference room becomes your display-cum-operations room with the charts and numbers you desire.

(However, we will have to locate the suitable working materials in order to make it look professional. I will discuss with Diallo and Page while you are away.

Isel

Ops Room

I would like an Ops Room with the following charts, maps, graphs in it.

1) Map of Rwanda indicating ^{planning} or ^{-process} future ~~refugee~~ military (ie post sept)

HAC →
—

6) UNHCR of Transit camps

7) Overnight Relief centres

c) Actual Persons (with number) along with new prison areas

d) Main areas on incursions from Lake

Refugees.

UNHCR

A Table (Graph) of Refugee return showing:
new case-load
old case-load

HAC
==

B/ Table (Graph) of Humanitarian Aid

C/

UN ~~Aid~~ Assistance Table / Graph

UNEP
==

Pledges

Commitment

Disbursement

Be 1

can you think of any other map/graph



TO: Mr. Chaim Ouziel
CAO

DATE: 12 July 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *A. Diallo*

SUBJECT: Hospitality

To clarify what may appear contradictory in the attached file, please be informed that at first a lunch for 50 persons was planned for the media and scheduled to take place on 10 June 1995. The lunch was unfortunately repeatedly postponed due to the absence of the SRSG.

Several days having passed and the momentum of the renewal of UNAMIR's mandate on 9 June having subsided, it was decided to convert the lunch into a cocktail-buffet (dinner) and invite twice more people.

As it was the very first invitation for the media more than 90 persons were addressed written and verbal invitations. From the persons who took time to write their names during the event a list of 71 was established, but the estimate of 87 persons from the Restaurant is likely to be closer to reality.

I hope that the above explanation clears all ambiguity and that Le Joker Restaurant can be paid as quickly as possible

Thank you for your understanding and cooperation.

RESTAURANT
Le JOKER
B.P. 1659 Tél. 72017
KIGALI - RWANDA

KIGALI LE 21/6/1995
FACTURE N° 38

Table / Paillote N° UNAMIR

Qté.	Libellé	Prix U.	Prix tot.
1	Cocktail-Dinner		
	Pour 87 personnes		
	Dollars USA		
	- 1800 -		
	Mille huit cent		
	dollars		
TOTAL FACTURE		USA 1800	
NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE VISITE ET SOUHAITONS DE VOUS ACCUEILLIR ENCORE CHEZ NOUS.			

RESTAURANT
Le JOKER
B.P. 1659 Tél. 72017
KIGALI - RWANDA

KIGALI LE 28/6/1995.....

FACTURE N° 31

Table / Paillote N° UNAMUR

Qté.	Libellé	Prix U.	Prix tot.
1	Dejeuner du 17/6/95		
	Dollars US		
	1400 -		
	Mille quatre cent		
	dollars américains		
TOTAL FACTURE		US	1400
NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE VISITE ET SOUHAITONS DE VOUS ACCUEILLIR ENCORE CHEZ NOUS.			

Le JOKER
B.P. 1659 Tél. 72017
KIGALI - RWANDA

KIGALI LE 28/6/1995

FACTURE N° 32

Table / Paillote N° UNAMUR

Qté.	Libellé	Prix U.	Prix tot.
1	Cocktail		
	Dollars US		
	400-US		
	Quatre cent dollars		
	Américains		
TOTAL FACTURE		US 400	
NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE VISITE ET SOUHAITONS DE VOUS ACCUEILLIR ENCORE CHEZ NOUS.			

RESTAURANT
Le JOKER
B.P. 1659 Tél. 72017
KIGALI - RWANDA

KIGALI LE 21/6/1995
FACTURE N° 38

Table / Paillote N° UNAMIR

Qté.	Libellé	Prix U.	Prix tot.
1	Cocktail-Dinner		
	Pour 87 personnes		
	Dollars USA		
	- 1800 -		
	Mille huit cent		
	dollars		
TOTAL FACTURE		USA 1800	
NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE VISITE ET SOUHAITONS DE VOUS ACCUEILLIR ENCORE CHEZ NOUS.			



TO: Mr. Abdoulaye Bah
Chief General Services

DATE: 29 June 1995

FROM: Ismaël A. Diallo
Spokesman *Ismaël A. Diallo*

SUBJECT: Hospitality

As previously discussed a Lunch for the media was planned to take place on 24 June.

However the event was postponed and replaced by a cocktail buffet that the SRSg offered on Wednesday 28 June from 18:00 to 20:30 at Le Restaurant Le Joker.

Note:

While 50 persons were expected for the proposed lunch, 71 guests attended the cocktail-buffet (see list attached).

33 people
authorized

**LIST OF GUESTS FOR THE COCKTAIL OFFERED BY THE SRSG
WEDNESDAY 28 JUNE 1995, 18:00 - 19:30**

1.	BONIFACE MUTSINDASHYAKA	ORINFOR TVR
2.	BYILINGIRO Seraphin	ORINFOR - RADIO
3.	MAJORO ALBERT	ORINFOR - RADIO
4.	Daniel NTAKIRUTIMANA	ORINFOR - RADIO
5.	MUNYALAZI ISIDORE	ASBL KANYARWANDA
6.	MUGABO Charles	AMEMBASSY
7.	HITIMANA Emmanuel	AROH
8.	BORAUZIMA DENYS	CHADHO
9.	KARWANYI Martin	A. U. P.
10.	KARANGANWA CASSIEN	Min. of Rehabilitation 10C
11.	GASANA Felicien	ORINFOR
12.	DAMAGE ALEXIS	ORINFOR
13.	BYABO Gilbert	ORINFOR - RADIO
14.	BLGIRIMANA Augustin	MINIRELSO / POC
15.	MUKIRWE Charles	ORINFOR
16.	Carolynne MUKIRWE	ORINFOR
17.	Willy-Naul Higiro	ORINFOR / Radio
18.	NYANSWI Theodoric	ORINFOR / Radio
19.	KAREGEYA Isaac	ORINFOR / Radio
20.	MURANGIRA A. Manassé	
21.	KAYITERA Canisius	
22.	EVA HOELL	WFP ROMÉ
23.	ZLATAN MILISIC	WFP KIGALI
24.	Télesphore KAGABA	MINAFFET - KGLI
25.	Gene Major	Secrétariat
26.	Daniele Domati	FAO
27.	ELIZABETH STANIC	UNREO
28.	JABO Jean Marie	Attaché de Presse du V/p x/100
29.	Mr URASA	UNHCR
30.	Small: Pyramus	
31.	ADAM... OF ...	PAGE - RWANDA

✓ J. Jean Woodger	HCDH
✓ Julian Bedford	Reuters/BBC
38. ✓ Remy Ol	UNHCR
39. ✓ G. Principe	UNHCR
40. Alex Muhohu	Radio Rwanda
✓ 41. Lukemuriko Lillian	FHO WPK
✓ 42. Richard	ICM
✓ 43. Abdou Gissaid	HRPOP
✓ 44. Fidellis SWAI	UNHCR
✓ 45. Ambassador Khan	UNAMIR SRSG
✓ 46. General Toussignant	Force Commander
✓ 47. W. de Souza	Executive Director
✓ 48. I. A. Diallo	Spokesman
49. McDonald	
✓ 49. Ladan Rafii	Legal Officer
✓ 50. Ike Minta	Legal Adviser
✓ 51. Zoua Benamadi	Chief, UNAMIR Radio
✓ 52. Shaka Ssali	Deputy Chief, Radio
✓ 53. P. B. Dessande	Chief of Protocol
✓ 54. I. Rivero-Mendez	Special Asst. ^{to} SRSG
✓ 55. Patricia Tome	Radio Info Officer
✓ 56. Lt Kent Page	PAO
✓ 57. Marcia Ward	Info Asst, Radio
✓ 58. Col. J. ARP	DCOS OPS
✓ 59. Major Colonel Maj. Toumia	DFC
✓ 60. Charji Samir	Security Officer, OSRSG



OFFICE OF THE CHIEF ADMINISTRATIVE OFFICER

Ciss
CCO

DATE: 10 July 1995

Note to Mr. Khan

SUBJECT: **Your note of 27 June to me on Telecommunications**

Please see the enclosed note of Mr. Anglin, our Chief Communications Officer, explaining some reasons for the problems.

On the switchboard, an extra operator will be added in the coming days. It should help. (However, note the explanation that RWANDATEL out-of-order lines simply keep ringing, giving the impression that the operator does not respond).

On your personal line 9905 on which you get calls from people thinking that it is the switchboard - the FALD directory shows it clearly as your direct line. One solution is to give your direct line a new number which can be easily done, if you wish. However, then all those who know 9905 as your personal line will have to be notified (and some will probably remain unaware of the change and then not reach you on 9905). For your decision please.

Incidentally, I have the same problem with my personal line (3091) and have opted not to change the number.

C. Ouziel